

# SAFRONTIÈRE

## HEBDO

Semaine du 20 au 26 décembre 1980

Numéro 3

Prix 5 F

## Tchad : Un deuxième « Liban » en Afrique ?

*Si Paris et Tripoli nous  
contaient l'aventure du Tchad*



Page 9

## Ouganda : Le retour de Milton Oboté

Page 8

## Coupe d'Afrique : La bonne santé du foot-ball camerounais

Page 14

## Marseille : Les expulsés reviennent



*Youssef Sassi, les Mauritaniens  
des Tuileries et Miloud Wadih  
ont gagné leur procès .*

*Ils reviennent en France*

Page 5

## Mohamed Harbi : Le FLN, mirage ou réalité ?

*La lutte contre le pouvoir est  
la lutte de la mémoire  
contre l'oubli*

Page 13

# Attention au « mal du siècle »!

J'ai 23 ans et suis un ex-étudiant en lettres. J'habite les quartiers Nord de Marseille. L'endroit même où a eu lieu le drame de Mohammed Lahouari. Devant l'agonie de nos cités, de tout mon être, je crie.

Vous qui avez réagi à la mort tragique de ce jeune Maghrébin, peut-être réagirez-vous face à la mort lente de toute une classe prolétarienne.

Quel avenir préparez-vous ? Face à l'éducation dont j'ai bénéficié, les réalités de ma cité s'opposent. Tout concept est démenti. Dans les cités infernales, nous mourons peu à peu. Je parle au nom de ces jeunes qu'on appelle délinquants. Peut-on parler d'éducation ou de récupération, lorsque la foi, l'énergie propre à la jeunesse fait place au sentiment d'échec, d'angoisse et d'insécurité.

M'a-t-on appris la langue de Ronsard pour mieux constater que l'Absurde de de Camus, la Nausée de Sartre sont bien plus que des réalités.

Que représente pour vous la jeunesse. Celle que je vois près de chez moi, c'est celle de l'inconscience, du dégoût de l'abandon, de l'agressivité incontrôlée, et pourtant ils ont parfois douze ans.

Des institutions politiques, religieuses ou sociales appellent au changement, mais peu de jeunes se sentent concernés, le mal est présent. Toutes ces influences accroissent le déséquilibre de leur univers chaotique, pourtant eux aussi (les délinquants) aspirent au changement. « Le fond est le même, la forme est différente ». Ils sont là à épier la faille du système qui permettra un renouveau.

Attention ! Car de toutes façons, ils n'ont rien à perdre et cela ne peut être pire.

Attention ! Quand tous les désespérés se rendront compte qu'ils sont sciemment sacrifiés pour les besoins d'une société meilleure où ils n'ont pas leur place.

Attention ! C'est une force qui sommeille. Tous les cas sociaux que j'ai encadrés pendant les vacances ne sont rien face aux jeunes de la Z.U.P. qui

ont pourtant une structure familiale « normale » (père, mère, enfants).

« Le Mal du Siècle » va s'accroissant. Il atteint bientôt son paroxysme. Nos cités sont des plaies où seul le vice peut évoluer. Les gens qui le peuvent, fuient cet enfer et pourtant trop nombreux sont ceux qui restent... Hier encore un copain m'a dit : « Si tu veux me voir, je suis toujours chez moi, où veux-tu que j'aille ?... »

Notre prison n'a pas de barreaux mais les chaînes de la misère qui nous tiennent sont bien plus solides encore. Seul le désir de réussir et l'écho du « sauve qui peut » m'habite. Vous fabriquez de la délinquance. L'enfant qui naîtra dans un contexte « Busserine », ou « Paternelle », n'aura d'autre salut que celui de la débauche, et pourtant il a droit au bonheur.

Le bonheur, c'est un mot, ou plutôt, une réalité que l'on ignore, un sentiment que l'on découvre loin de nos cités.

Pourtant, face à cette agonie, ils réagissent.

Ahmed fait de la danse, et transforme son agressivité, ce besoin d'expression, en souci d'esthétique. (C'est là la recherche du beau des valeurs saines, de l'essence de la vie...). Il a 17 ans.

José fait du foot-ball le dimanche. Il est inscrit au chômage. La reprise est difficile (il a 29 ans). « Il ne faut pas se laisser aller, il faut bouger ».

Gilbert travaille, il a laissé le foot, car le dimanche, c'est son seul jour de repos, et il voudrait sortir un peu de son quartier. Il a 20 ans.

« Cissou » vole pour voler. Il ne sait peut-être pas pourquoi, mais il a appris, et c'est la seule chose qu'il sache bien faire (il a 18 ans).

Là au moins, on le regarde différemment. Il réussit sa vie, dans la logique de son contexte. (Son père au chômage : il est le dernier d'une famille nombreuse, sa sœur est mariée, elle a 23 ans, et un fils aîné de 5 ans. Hier, elle m'a dit : « Ce sont des monstres, je ne m'en sors pas »).

Djelloui a 21 ans, autrefois il riait, à



Photo ZRAN

pleines dents. Il est apprécié de tous les copains, pourtant on ne le voit guère. Le mal qui le ronge n'a pas de remède. Sa vie s'en va tous les jours un peu plus. Il ne travaille pas, ne demande rien à personne, son passe-temps favori : la drogue et la musique.

Ce n'est pas de la fiction, tous comme moi, appartiennent à la réalité de la Busserine, en ce mois de novembre 1980. Objectivement sur ces visages se pose l'étiquette de délinquants. « Ces marionnettes » sont toutes victimes malgré elles de la même réalité de la Cité.

La vermine qui m'entoure me dégoûte et me fait peur, elle s'attaque aux murs comme aux hommes, c'est un virus, qua d'autres ont créé. Malgré les liens, nous avons partagé la même misère, j'appréhende la contagion. L'issue : la fuite.

Si vous passez un jour à la Busserine en regardant ces visages autour de vous, dites-vous que leur sourire cache de sombres réalités. Qui s'en sortira ?

Aujourd'hui, des C.R.S. quadrillent le quartier. Trop nombreux, et trop souvent. Depuis la mort de Mohammed, une tension constante plane sur la cité. La peur du voleur s'estompe peu à peu. La poursuite des voitures volées continuera sa ronde infernale sous le regard impuissant des services de l'ordre. Le mal est trop profond, il faut remonter aux sources.

JEAN PIERRE

## QUE DIRE AU JUSTE?

Mais pourquoi parlent-ils de nous ?

Nous les misères, Nanterre, bicot, prisons, expulsion ; J'ouvre *Le Monde* : un article sur la seconde génération, j'ouvre *Libération*, idem, *Le Nouvel Observateur*, kif-kif, je lis les articles, j'ai soit envie de pleurer, soit envie de brûler les journaux, soit de dégueuler. Alors je m'interroge, pourquoi parlent-ils tant de nous ? Quelques propositions : c'est peut-être parce que l'on est moins facile à tuer. Vous vous rendez compte, les flics à Marseille, ils ont des problèmes quand ils jouent au cow-boy dans les cités d'immigrés. C'est peut-être parce qu'on se bat de trop. Sonacotra, grève des sans-papiers, mineurs marocains.

C'est aussi peut-être parce que tous les jeunes Algériens de 16 ans auront la nationalité française et eh-ho, ils pourront voter.

C'est aussi peut-être pour contrôler notre révolte, la canaliser, c'est bien connu, quand on est exploité, on accumule, mais quand ça explose, ça fait très mal.

Depuis peu, dans les associations qui s'occupaient des immigrés, un nouveau mot d'ordre a surgi : « La parole aux immigrés ». On s'interroge. « Mais pourquoi ils ne parlent pas, ah, mais bien sûr, c'est la barrière linguistique » alors apprenons-leur le français. A propos eux, ils ne peuvent pas apprendre l'arabe ? Question pertinente, eh, eh, eh.

Alors dans les associations, les immigrés, beaucoup de la seconde génération où les intellos ont parlé. Mais là on nous a dit qu'on était des gauchistes et donc pas représentatifs. Alors expliquez-vous ?

« Qu'est-ce qu'il faut dire au juste ? ».

Keidra

**sans frontière**

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris  
Tél.: 606 15 68

Rédaction Paris : 33 Bd St-Martin,  
75003 Paris. Tél.: 278 44 78.

Rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde  
13001 Marseille. Tél.: (91) 62 58 93.

Directeur de la publication : Khali Hamoud  
C.C.P. : 420900 F Paris.

Commission paritaire N 61715

Diffusion N.M.P.P.

Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil

**Jusqu'à fin Décembre OFFRE**  
**EXCEPTIONNELLE**  
**ABONNEZ-VOUS ABONNEZ VOS AMIS**

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
.....  
CODE POSTAL : .....  
VILLE : .....

Six mois : 80F  
 1 an : 160F  
 Soutien 250F et plus

A l'ordre de SANS FRONTIERE, 35 rue Stephenson,  
75 018 PARIS. CCP 4 20 900 F PARIS.

**sans frontière**

**LINDA:  
(SUITE ET FIN)**

**LES ENFANTS DE L'ENNUI**

Poussée par son père, Linda décide à contre-cœur de rejoindre son mari, ce qu'elle fait en 1969. Ils habitent à Poitiers mais comme tous les membres émigrés de leur famille se trouvent dans la région parisienne, ils viennent s'installer auprès d'eux dans un célèbre bidonville du Val-de-Marne ; ils font venir leurs enfants : Maria Adeline, Carlos et José-Miguel qui ont respectivement dix, huit et six ans. En 1972, ils trouvent enfin un appartement et toute la famille va s'y installer, leur vie s'adoucit ; le père de Linda, retraité, vient les voir en France de temps en temps et tous les ans, ils vont tous passer le mois d'août au Portugal.

Les enfants vont à l'école, leurs études sont très courtes, à seize ans Maria Adeline devient vendeuse dans une boulangerie puis elle rencontre un jeune maçon portugais qu'elle épouse un an plus tard et dont elle a un enfant ; elle reste encore un an après son mariage dans l'appartement de sa mère avec son mari et son bébé, jusqu'à ce qu'elle trouve un appartement dans le même immeuble. Entre-temps, Carlos a eu sei-

ze ans et il est devenu vendeur de fruits et légumes alors que, malgré son trop jeune âge pour travailler, José-Miguel quittait l'école.

Outre les deux enfants de sa cousine Rosa, Linda garde maintenant son petit-fils, elle ne sort presque pas. Son mari, maçon, est plus politisé que la moyenne des immigrés portugais, il est inscrit au Parti Communiste Portugais à Paris et partage son week-end entre la cellule du parti et le club portugais de football de Ch... dont il est le trésorier. L'appartement de Linda est presque un lieu de rencontres, les nombreux membres de sa famille qui habitent dans la région parisienne se retrouvent chez elle ainsi que les jeunes joueurs de football mais, là encore, c'est Linda qui sert, qui nettoie, qui range, car elle n'ose pas partager les tâches ménagères avec son mari parce qu'il travaille dehors et elle non, parce qu'il lit alors qu'elle est analphabète, mais surtout parce que « c'est lui l'homme ». Elle rêve parfois, discute avec d'autres immigrées portugaises du passé, des fêtes. Deux sujets la préoccupent : sa santé et ses enfants.

J'ai mis mes enfants à l'école et ils n'y sont pas restés plus longtemps parce qu'ils n'ont pas voulu, mais moi, je ne voulais pas que mes enfants soient ce que j'ai été. Je ne pouvais pas leur permettre de faire de très longues études, mais je ne voulais pas que mes enfants fassent ce que je fais : faire des ménages, et tout ça, mais ils n'ont pas voulu poursuivre, ils peuvent se débrouiller, c'est tout ; mais ils peuvent lire un livre (elle crie), ils savent écrire leurs noms, ils savent se déplacer n'importe où, ils savent lire les directions et moi je ne peux pas en faire autant. Dans le métro, si je regarde les directions, je ne comprends pas, je ne sais rien de ce qui est marqué.

J'ai toujours pensé qu'ils feraient le CM2, de toute façon j'avais pas les moyens pour en faire des médecins ou comme ça, il y en a qui le sont mais ils ont eu une bourse — moi j'ai un cousin qui est ingénieur, ses parents à l'époque n'avaient pas les moyens non plus, et pourtant il est ingénieur maintenant, mais tout le monde a aidé de-ci, de-là, voilà. Mais si ça se trouve, aujourd'hui, ils n'auraient pas aidé parce qu'ils penseraient : « Ses parents sont en France, ils ne sont pas dans le besoin », parce qu'il y a des gens qui pensent que parce qu'on est en France, qu'on n'a plus besoin ; parfois, on a besoin, pareil.

L'autre jour, j'ai eu une crise très forte, parce que j'ai forcé, parce que, bien sûr, j'ai eu cette douleur et j'aurais dû m'asseoir — c'est ce qu'avait dit le médecin, me coucher même. Je ne devrais pas rester assise, mais je n'avais personne pour m'aider, j'ai été obligée. Maria Adeline travaillait, moi, j'avais son petit ici, je devais ranger, préparer le repas et tout ça, après je suis malade. Carlos est resté ici, lui et mon gendre. Or j'étais là, en train de pleurer dans la cuisine et mon gendre m'a dit : « Allez vous coucher ! » Et j'ai dit « Et qui va faire à manger ? » Il a dit : « Moi, je vais le faire. Allez vous coucher ». Et moi, j'ai essayé de me mettre debout mais je ne pouvais plus, j'ai dit : « Mais maintenant, je ne peux même plus aller au lit ». Mon Carlos est resté blanc, comme ça, comme ce pantalon et les larmes... Il disait : « Vous voulez que je vous frotte ? », et de me couvrir et tout ça... Après il a rangé, je n'avais pas fini de nettoyer et le fiston a mis la maison comme ça.

Il a vu que j'étais inquiète, il a décidé de tout mettre... Il a nettoyé la maison comme si c'était moi. Ce n'est pas parce que je fais une différence mais, je veux dire, Carlos est une personne, je remarque qu'il est comme ça, plus attaché à moi et je remarque que si je venais à lui manquer un jour, c'est lui qui souffrirait le plus de mon absence. Il est comme ça, il est capable de me dire : « Vous lavez tout le temps. Je me rends compte que c'est une manie, vous m'énervez. »

Comment est ma Maria Adeline maintenant, comment puis-je dire, à qui puis-je la comparer... Ma Maria Adeline est molle, vous comprenez, mais en même temps, Maria Adeline est dure, elle n'est pas vraiment méchante, mais... mais je ne sais pas, je remarque qu'elle n'a pas d'égards pour moi, elle n'est pas... parfois je lui disais comme ça : « Maria Adeline, tu sais, ceci ou cela... » et elle non, elle me passait un savon. Elle est capable, par exemple, l'autre jour, j'étais là en train de faire mon repassage. Bien sûr, mon Zé Miguel ne travaillait pas, j'ai toujours peur qu'il fasse une bêtise, ou qu'il vienne... je ne sais pas, je pense toujours au pire. J'étais là en train de faire mon repassage et j'ai vu un car de police. J'ai reçu un coup, certainement j'ai changé de couleur, elle s'en est aperçue. Elle a dit : « Vous, ça y est » et j'ai dit : « Oh mon Dieu, la police est dehors », je les vois frapper à la fenêtre. J'ai regardé dans l'œil-de-bœuf, c'étaient eux. J'ai dit : « Oh mon Dieu, il se sera passé quelque chose, viens-là, Maria Adeline ». Je l'ai tout de suite appelée. Je m'émeus comme ça, je m'émeus beaucoup. Et après : « C'est ici qu'habite Carlos ? ». Mais c'était à cause d'une amende parce qu'ils avaient été attrapés avec un vélo sans assurance. Mais bref, j'en ai tout de suite été angoissée, mais angoissée, angoissée



PHOTO DR

tout de suite, comme ça, toute chose. Et elle a dit tout de suite : « Maintenant vous êtes tranquille, depuis que l'homme a dit pourquoi il venait. »

Où s'ils tardent à rentrer, la nuit, par exemple, ils me demandent pour aller au cinéma, et ils me disent « Je serai ici à minuit », s'ils n'y sont pas, je suis au lit mais je suis là : « Ça se trouve, la police les a pris, ils les ont mis en prison, ils n'ont pas d'affaires, ils vont avoir froid ; ça se trouve, ils vont les frapper, je ne sais pas, moi... ». Je commence comme ça et après je ne me repose pas et je ne laisse pas mon homme se reposer.

Je ne sors pas beaucoup, parce que si je laisse mes enfants, je ne suis jamais tranquille. J'y vais mais je pense comme ça : « S'ils rentrent dans une bagarre, si on les frappe, si on leur donne des coups de pied sur la tête comme je vois parfois à la télévision... » et je pars en pensant à ça.

Je dis à mes enfants : « On doit respecter un vieux comme si c'était un enfant parce que nous ne savons pas ce qu'on va devenir ». J'ai beaucoup de pitié pour les petits vieux, parce que je pense comme ça : « Moi aussi, je serai vieille un jour et si on me fait ça... je suis eue ». Nous devons être bons avec les vieux.

Un de ces jours, un jeune homme de notre village est mort ici en France, et mon homme m'a dit : « Tu sais qui est mort, je viens de l'apprendre, c'est Lino Mota ». Et j'en étais triste parce qu'il venait à la maison très souvent et il aimait mes enfants. Et quand mon homme s'est occupé d'aller voir, j'ai dit : « Vas-y, vas-y » et il a demandé si c'était vrai ou pas. Il y a été et quand il est revenu il a dit que c'était vrai. J'ai pleuré. J'ai eu beaucoup de peine. Et je rêve de lui, j'ai déjà rêvé de lui deux ou trois fois. Ma tante a dit : « Si on avait su, on aurait fait une quête pour qu'il aille au Portugal, ça me fait de la peine qu'il reste comme ça ». Parfois, je me dis comme ça : « Si ça se trouve, la famille s'en moque, parce qu'il n'allait pas là-bas depuis longtemps ». Ils pensent que comme il pensait pas à eux, eux non plus. Mais moi, ça me fait de la peine...

Parfois je vais chez le médecin comme ça, et il me deman-

de si j'ai des problèmes dans la famille et ce genre de choses parce que j'y vais tellement énervée...

Parfois il me demande : « Mais tu as des problèmes de famille » ou « Tu ne t'entends pas avec ton mari » ou des choses comme ça. Je lui dis que non mais même si j'en avais, je n'irais pas le dire au docteur. Je suis comme ça, quand je suis énervée, je suis capable d'exploser et de dire ce que je ne devrais peut-être pas dire. Mais après je rentre, je continue à penser à ça et je suis malade parce que peut-être j'ai eu tort, je n'aurais pas dû faire ci ou faire ça. Et avant, je n'étais pas comme ça, je pense que c'est d'être enfermée ici. Avant, quand j'étais plus jeune, je n'étais pas comme ça.

Une chose que je n'aime pas entendre quand je suis nerveuse, c'est la musique. Mes garçons l'aiment beaucoup, parfois ils mettent la musique. Moi non Si je suis énervée, je n'aime pas entendre la musique.

Mais avant j'étais pas comme ça, j'aimais beaucoup, et j'aime encore, je peux danser, jouer, et j'aime rire, et tout, chanter. Mais parfois j'ai ces crises-là, je sais pas. Il paraît que ça va empirer, mais si ça devient pire, je finirai folle, c'est pas vrai, mince, c'est vrai, c'est vrai.

**Propos recueillis par  
Judith Ferreira**



PHOTO DR



## Elle voudrait bien travailler dans les hôpitaux de Paris

## ORLÉANS Les Espagnols aussi ?



Yvette a dix-huit ans.

Sur les murs de sa chambre, au rez-de-chaussée d'un immeuble neuf à Ville d'Avray, elle a affiché des cartes postales de la Martinique que sa mère lui envoie : la mer, les cocotiers, une carte de l'île ; d'autres qu'elle a achetées à Paris : l'avion d'Air France et la Tour Eiffel ; et puis aussi une photo du champion de tennis, le Suédois Borg, qu'elle trouve très beau. Près du lit, accrochée à une punaise solide, elle a suspendu une petite croix qui date de sa communion. C'est pour la communion de l'un de ses frères — sa mère a eu dix enfants, cinq d'un père, cinq d'un autre père — qu'on a tué ses deux poules : un cadeau de son parrain. Elle les élevait au maïs, et les deux poules allaient partout autour de la maison, sans jamais se perdre, dans les bambous, les arbres à pins, les pommiers de Cythère qui poussaient tout seuls. Elle les aimait bien, ses

poules. C'est comme le cochon de son petit frère que l'oncle est venu tuer — *il faisait ça au pied d'un lime, derrière la cuisine* — Yvette a vu qu'il prenait un grand couteau et des cordes pour attacher ses deux pattes, elle s'est sauvée ; elle est allée auprès du chemin. Sa mère s'est enfermée dans sa chambre. Yvette entendait les cris du cochon. A la fin elle est venue. Ils ont mis le cochon dans le feu pour les poils, après ils ont ouvert son ventre, ils l'ont nettoyé bien propre avec de l'eau. La mère a mis la viande dans une terrine avec du sel et la terrine sous une table dans la cuisine. Elle a fait la viande rotie, les pâtés... toute seule. Elle fait toujours ses affaires toute seule. Pour coudre aussi. Elle recevait les catalogues de La Redoute. Avec sa machine à la main, la grosse Singer, elle a fait des robes pour Yvette, qui se rappelle surtout une robe

avec des dentelles en bas, à carreaux bleus et blancs, et sa robe blanche pour l'église. Elle la mettait avec des soquettes blanches et des chaussures blanches, pas vernies. Quand le linge était sale, elle allait à la rivière par le chemin de terre, avec les bassines de linge sur la tête — je descendais dans la rivière, je lavais sur une pierre. Je mettais les habits sur des grandes lignes, auprès de la maison. Elle se lavait à la rivière le matin et le soir. Le pot, elle le jetait à la rivière aussi — *mais pas où on lave, par en bas* —. Dans sa chambre, à Ville d'Avray, il n'y a pas de cabinets. Elle n'aime pas aller dans les cabinets du couloir, à cause des microbes. Elle ne s'assoit pas sur la cuvette, elle a peur des maladies ; chaque fois, elle nettoie avec sa brosse et son Ajax. Elle se lave avec une bassine. Sinon, elle prend une douche le vendredi, et le samedi elle se lave la tête. Pour aller danser à Wagram, elle se défrise les cheveux avec un fer chaud que Marie-Luce lui prête. Marie-Luce est du Gros-Morne à la Martinique. Elle fait des ménages, comme elle. Elle voudrait bien se marier, mais les Antillais, ils courent trop les filles, alors elle se méfie. Ils disent — *je veux te donner un enfant* — et après ils laissent les filles. Yvette a rencontré un garçon, il est venu au début, après il n'est plus venu — *je l'attends, mais il ne vient pas* —. Avec Marie-Luce, le samedi après-midi, elle va à Barbès chez Tati, pour les habits. Elle aime beaucoup les pantalons. Elle a acheté un chemisier blanc avec des fils d'or pour aller danser et des bottes. Des bottines aussi avec des talons pointus. Le dimanche, elles vont voir une amie martiniquaise à La Chapelle. Une fois, elle a invité des amis dans sa chambre. Des clients du restaurant où elle avait travaillé, avant

d'être chez les avocats qui ont trois enfants, lui avaient donné des assiettes. Sa patronne lui a prêté une cocotte. Elle a un réchaud sur lequel elle fait du cassoulet, des œufs, des lentilles, des haricots rouges et des boules de poisson avec de la farine. Elle aime faire la cuisine. Quand elle était petite, elle allait avec sa mère (sur son dos) à son travail et elle la regardait : sa mère faisait des ménages et souvent — *elle faisait à manger antillais* — Yvette a suivi une école de cuisine à Fort-de-France avant d'être placée chez des Martiniquais, comme bonne. Elle ne mangeait pas à leur table. Elle travaillait beaucoup, parfois jusqu'à 10 heures du soir. Elle repassait tous les jours. Elle n'aime pas faire le ménage. A Ville d'Avray, c'est moins dur. Elle travaillait de 9 heures à 7 heures. Elle mange avec la patronne et les enfants. Elle gagne 2000 francs par mois et elle est à la Sécurité Sociale. Elle a son samedi après-midi et son dimanche. Sa patronne est gentille, mais elle en a marre du ménage. Elle veut faire un stage pour travailler dans les hôpitaux, comme aide-soignante. C'est son rêve.

Quand elle aura assez d'économies, elle ira en Afrique. Elle aime la musique africaine ; avec Marie-Luce, elle écoute des disques, le dimanche après-midi. A Wagram, elle a rencontré des Africains. Ils dansent bien. Ils l'ont invitée là-bas.

Depuis deux ans, Yvette n'a pas vu sa mère. Depuis qu'elle est en France. Elle lui écrit : elle s'assoit sur son lit, elle pose son bloc de papier à lettres sur un vieux livre ; elle dit qu'elle se porte bien, qu'il n'y a pas de problème, que tout va bien. — *Quelquefois je pleure parce que j'ai vu maman* —.

Leila Sebbar

## Brèves Brèves Brèves Brèves

### « Un bon étranger » ?

Madika Illunga est un étudiant zairois inscrit en troisième année (licence) au département « Sciences de l'éducation » de Paris VIII. Agé de 33 ans, il est marié et père de trois enfants, dont un bébé de neuf mois. Il habite avec sa famille à Orléans, d'où il se déplace pour suivre tous ses cours.

Madika Illunga est menacé d'expulsion par le préfet du Loiret, qui a refusé le renouvellement de sa carte de séjour. Il doit comparaître jeudi 18 décembre devant la commission des expulsions d'Orléans.

Dès son entrée en France en 1977, Madika Illunga a obtenu un droit de séjour de deux ans pour passer son DEUG. Mais ce diplôme n'est pas reconnu, il est interne à l'uni-

versité, seule la licence est valable sur le plan international. Aussi il souhaite poursuivre jusqu'à la licence, ce qui nécessite un an de plus au minimum.

Madika Illunga nous assure qu'il est un étudiant sérieux (23 UV en deux ans). C'est aussi un résident étranger « sans histoires ». Aucun délit ne peut lui être reproché. Ce qu'il demande, c'est simplement pouvoir terminer ses études avant de rentrer au pays et c'est ce droit que l'Etat représenté par le préfet prétend lui refuser. En somme même les « bons étrangers » ne semblent pas échapper à ce vaste mouvement de refoulement collectif des étrangers, qui s'amorce, depuis l'application de la loi Bonnet.

D. M.

### Week-end à Bossuet

Un week-end pour sensibiliser les gens aux problèmes du centre médical Bossuet, à sa vie, ses possibilités, ses limites. Un week-end pour faire passer le courant, pour sortir du ghetto (mais lequel ? Il y en a trop déjà) pour dire non à l'exclusion à l'injustice. Un week-end pour voir les autres frères et sœurs ? Un week-end pour avoir d'autres débuts de semaine. Tout avait été préparé : la publicité ou la propagande, les spectateurs, l'accueil, tout... ou presque. Il ne manquait que les « autres ». Pourtant quelle chaleur chez nos frères travailleurs, dont le noir dérange tout. Nous qui ? Non, quoi ? Sinon les mêmes activistes militants aux

causes (é)perdues y étaient la spontanéité, les efforts, la lucidité des travailleurs présents. Auront-ils raison de leur isolement social ou sociologique ? A quand les vraies rencontres à l'occasion de pareilles circonstances ? Dans une année il y a 52 week-ends et dans une vie tant d'années stratifiées. Dans un monde où le masque de l'oubli et de la mascarade est de rigueur, où déambulent des personnes impersonnelles, pressées, oppressées, programmées par leur préjugés, leur « trip », où on oublie le week-end de la rencontre, de l'évasion : l'autre étranger. Je suis resté un quart d'heure à Bossuet.

H.D.K.L.

D. M.

# Marseille : Les expulsés reviennent

Youssef Sassi, Miloud Wadh, et les grévistes des Tuileries de Saint-André, trois affaires d'expulsion qui avaient suscité, en 1979 une grande émotion à Marseille, et au-delà, au niveau national.

En un mois, les tribunaux de Marseille et le Conseil d'Etat ont tranché sur les trois affaires, au profit des expulsés.

C'est un désaveu cinglant du ministère de l'Intérieur et de son préfet des Bouches du Rhône qui n'en est plus à une illégalité près. Une victoire pour Me Dany Cohen et ses clients et au-delà, pour toute l'immigration.

« Ces trois affaires sont exemplaires, car elles montrent ce qui se passe sur le terrain juridique pour l'immigration en ce moment, nous dit Me Cohen, c'est à dire qu'un immigré qui a la possibilité de faire une procédure juridique, a des chances, (il faudrait plutôt dire, depuis la loi Bonnet, avait des chances) raisonnables de gagner. Elles le sont aussi car dans ces trois affaires, les immigrés n'étaient pas isolés, et étaient en relation avec des groupes de militants, des syndicats. On a pu alors lier la défense juridique et la lutte sur le terrain. On peut gagner si l'immigré a tissé des liens avec la réalité sociale dans laquelle il vit, et si on peut assurer un suivi juridique, car c'est complexe. Enfin, la victoire dans ces trois affaires tient à la rapidité de l'intervention juridique qui a eu lieu dès que la menace d'expulsion s'est précisée.

Cela dit, les jugements ont une portée juridique différente même s'ils sont intervenus qua-

simement en même temps ».

Youssef Sassi de nationalité tunisienne et marié à une Française, a été enlevé dans les rues de Martigues (Bouches du Rhône) et expulsé en Tunisie en juin 1979. Le motif officiel de son passage devant la commission d'expulsion étant le trouble à l'ordre public, la préfecture a exhumé deux vieilles affaires : une verbalisation pour conduite en état d'ivresse datant de 1977, et une condamnation pour détention d'un couteau qui remonte à juin 1975. De fait, la procédure d'expulsion avait été engagée quelques semaines après que Youssef Sassi ait dénoncé publiquement les sévices qu'il avait subis dans un commissariat de Marseille en décembre 1978. Connu dans la région comme militant syndicaliste et de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Youssef avait porté plainte contre la police.

« L'incident qui a opposé Youssef à des employés de la SNCF et la plainte déposée par Sassi, ne sont jamais apparus dans la procédure d'expulsion ajoute Me Cohen comme on pouvait le prévoir, sa plainte n'a pas eu de suite, « faute de preuve » alors qu'il est toujours poursuivi pour outrages à agents ».

Après une longue procédure, Me Cohen vient d'obtenir un sursis à exécution « le jugement du Conseil d'Etat fait ressortir un point fondamental, nous explique-t-il, c'est que Sassi était devenu français au cours de la procédure d'expulsion.

Après son mariage, il avait souscrit au Tribunal d'Instance une déclaration pour acquérir la nationalité française. Le Code de la nationalité offre à l'ad-

ministration dans ce genre de cas deux possibilités de s'opposer à l'acquisition de cette nationalité. Les pouvoirs publics ont un délai de six mois pour s'opposer à l'enregistrement de la déclaration faite au tribunal et peuvent aussi refuser par décret l'acquisition de la nationalité ».

Pour le cas précis de Sassi l'administration n'a pas refusé l'enregistrement de sa déclaration, et ne lui a pas notifié de décret s'opposant à sa naturalisation. Simple oubli, ou méconnaissance des textes législatifs, peu importe en fin de compte puisque Sassi peut revenir

Miloud Wadh, étudiant et militant de l'UNEM, union Nationale des Etudiants du Maroc, avait d'abord fait l'objet d'un refus de renouvellement de carte de séjour ; le tribunal administratif ayant refusé d'avaliser cette mesure préfectorale, or Miloud est convoqué devant une commission d'expulsion, malgré un mouvement très large de protestation et une grève de la faim de sa compagne Nicole, à l'époque enceinte de leur deuxième enfant, l'arrêté d'expulsion est pris.

« Comme pour Sassi, remarque M. Cohen, on reprochera à Wadh des faits très anciens : une occupation des locaux du CROUS qui remonte à 1975, et un transport d'affiches à l'occasion du Premier mai 1976. Il faut souligner que la mairie d'Aix et le sous-préfet avaient reconnu à l'époque la gravité du problème du logement des étudiants marocains, et avaient promis qu'il n'y aurait pas de poursuites engagées contre les occupants.

L'arrêté d'expulsion vient d'être annulé pour deux raisons :

— d'abord parce que cet arrêté n'était pas motivé, alors que la loi de juillet 1979 rend obligatoire la motivation des actes administratifs.

— ensuite parce que le tribunal a estimé que l'occupation du CROUS et le transport d'affiches ne constituent pas une menace pour l'ordre public.

« Les juges ont estimé que la notion d'atteinte à l'ordre public doit se comprendre dans une dimension temporelle, c'est à dire qu'on ne peut motiver un arrêté d'expulsion par des faits remontant à plusieurs années, et qu'il n'y a pas eu de sanction juste après ».

A ce qu'il paraît, la préfecture des Bouches du Rhône motive dorénavant les arrêtés d'expulsion, et ce depuis l'affaire Wadh. « Elle est tenue de les motiver en fait et en droit, souligne Me Cohen, c'est à dire que l'administration doit décrire les faits qui vous sont reprochés et démontrer en quoi, ils portent atteinte à l'ordre public. C'est une garantie, même si elle est relative, pour les gens car il est fréquent qu'on impute à un immigré des faits qui sont inexacts ».

C'est en décembre 1979 qu'éclate la grève des travailleurs africains des Tuileries de St André à Marseille. Soutenus par la CFDT, ils gagnent la réintégration d'un de leurs collègues licencié. Quelques jours après la fin de la grève, une impressionnante opération de police alieu dans le dortoir où vivent les travailleurs africains et qui jouxte l'usine, les

policiers s'aperçoivent comme par miracle(?) que plusieurs travailleurs sont porteurs de faux titres de séjour et de travail et les expulsent immédiatement sauf quatre Mauritiens, l'avion étant complet. Commence alors une longue procédure juridique que nous résume Dany Cohen « j'ai fait un référé d'heure à heure pour avoir communication de l'arrêté d'expulsion et nous l'avons obtenu, les Mauritiens étaient prêts à partir et voulaient simplement avoir le temps de faire leurs bagages entretemps, une information judiciaire avait été ouverte à propos des faux titres de séjour et le juge d'instruction convoque les quatre Mauritiens pour les inculper de détention de faux papiers.

A la veille de cette rencontre, nouvelle descente de la police qui expulse les travailleurs en question, alors qu'ils ont exprimé le désir de partir dès que possible. La préfecture ne tenait absolument pas à ce que les Mauritiens principaux témoins dans cette affaire de trafic de faux papiers puissent rester en France, ce que le juge d'instruction aurait pu faire légalement.

C'est en vertu de l'arrêt Benouarte du Conseil d'Etat du 8 décembre 1978 que les quatre Mauritiens peuvent revenir en France.

Faut-il rappeler que depuis le vote de la loi Bonnet, la possession d'un faux titre de séjour suffit pour motiver une expulsion...?

Le Conseil d'Etat avait estimé que la détention des faux papiers ne peut être, si c'est le seul fait reproché, un « motif à expulsion ».

Propos recueillis par  
Kamal BELARBI

## Histoire Belge ...?

Une véritable tuerie raciste relance ces dernières semaines le débat public sur le racisme et la situation faite aux travailleurs immigrés en Belgique. « Arrêt de l'immigration », « priorité d'embauche pour les Belges », « Ex-

pulsion des parasites », les mots d'ordre des groupes fascistes belges rappellent ceux de leurs collègues français. « Tuons immigré et produisons européen » sera-t-il le slogan du Marché Commun des années quatre vingt ?

C'est le vendredi 6 décembre à minuit qu'un étudiant en médecine, Jean-Marie Paul, membre du Front de la Jeunesse, organisation d'extrême-droite, a tiré sur trois travailleurs marocains, tuant Hamou Baroudi, 33 ans, et blessant grièvement Louardani Ben Hamou, 37 ans et M'Hamed Ben Hamed, 31 ans. Les trois immigrés qui sont établis avec leurs familles en Belgique, avaient l'habitude de se voir dans le bar « La Rotonde » situé à 100 mètres du local du « Front ». Ils se préparaient à partir lorsqu'une dispute a éclaté.

Le caractère raciste du crime ne fait pas de dou-

te pour personne, et a été reconnu par toute la presse et le ministre de la Justice en personne qui a déclaré le lendemain de l'assassinat que « les événements survenus cette nuit illustrent tragiquement la remontée du racisme ». Difficile de le nier car le Front est bien connu pour son appartenance, avec le groupe Forces Nouvelles à l'Euro-droite et sa participation à un des camps fascistes d'entraînement paramilitaires. Pour la seule année 1978, il a organisé six camps en Ardennes et dans le Tournaisis, au programme marches de nuit, courses d'obstacles, technique de défense, ses mem-

bres s'entraînent régulièrement au tir (l'assassin revenait d'ailleurs d'une de ces séances d'entraînement) et plusieurs d'entre eux ont été jugés pour port illégal d'armes. Dans son rapport remis à la commission sénatoriale d'enquête sur les milices privées, on relève plus d'une vingtaine d'attentats organisés par le front de la jeunesse. Ces faits, pourtant bien connus, n'ont pas empêché l'organisation fasciste de continuer ses activités, à tel point que le vice-président de la Commission sénatoriale s'est inquiété de l'inefficacité des investigations de la police.

Cet assassinat intervient au moment où la chambre va être saisie par le gouvernement d'un projet de loi pour lutter contre le racisme, similaire, toutes proportions gardées à la loi anti-raciste du 1er juillet 1972. Ce projet prend la succession de la proposition Glinne déposée il y a quatorze ans, redéposée à chaque législature et qui n'a jamais été discutée

sérieusement. La multiplication des actes racistes et la mobilisation des mouvements immigrés et anti-racistes ont amené le gouvernement au dépôt de ce projet qui est discuté à partir de mercredi 17 décembre par la commission de la justice de la Chambre.

Cette demi victoire des anti-racistes est quelque peu assombrie par le flou de certains articles du projet de loi. Dans un communiqué « la commission contre le racisme et la xénophobie » de la ligue belge pour la Défense des Droits de l'Homme rappelle ses réserves et insiste sur le droit des organisations anti-racistes à se constituer partie civile.

Il reste bien évidemment du travail sur la planche pour les immigrés de Belgique et leurs amis, même si la manifestation organisée le lundi 15 décembre et qui a rassemblé près de 5000 personnes a été un succès incontestable.

K. BELARBI

Le Collectif SOS Refoulement a tenu une conférence de presse le mercredi 17 décembre pour faire le point sur les accords franco-algériens et leur application par les préfectures. Le Collectif a dénoncé la non-application par les services de police des clauses de l'accord et a souligné que le nombre des expulsés (dont 51% sont algériens) et des refoulés est en constante progression.

Diverses démarches en direction de la préfecture de police de Paris et du ministère de l'Intérieur ont été entreprises en vain.

Un dossier d'information comprenant plusieurs cas concrets d'expulsion effectuées depuis le 1er octobre 1980 est disponible au siège de SOS Refoulement à la Maison des Travailleurs Immigrés, 46 rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. 372 75 85.

La mairie d'Ivry persiste et signe. Le dernier numéro du journal de la municipalité « *Ivry Ma Ville* » consacre son dossier à l'immigration. Sans frontière qui publie deux points de vue d'immigrés habitant ou travaillant à Créteil (municipalité PS) sur cette question consacrera à partir de la semaine prochaine d'autres pages à ce problème tant dans les municipalités communistes que socialistes, avec à chaque fois, les initiatives anti-racistes et les réactions des principaux intéressés : les immigrés.

Tout d'un coup, voilà que certains partis politiques et une certaine presse trouvent que les immigrés, il y en a trop ! De trop ! répètent-ils exaspérés à cinq mois des élections présidentielles tout en balayant du regard leur clientèle électorale effrayée par la crise.

Parmi eux, voilà que les amis de M. Marchais, élus des communes de la banlieue parisienne se mettent de la partie et découvrent avec enragement que les immigrés, il y en a de trop dans leurs communes ! Ils n'accepteront plus un seul immigré dans les logements qu'ils gèrent ! Qu'ils aillent se faire voir ailleurs ou en face, chez les bourgeois, s'ils en veulent, mais pas chez les honnêtes gens ! proclament-ils indignés par leur mauvaise répartition entre les différentes communes.

Ironie de la situation, les amis de M. Marchais des mairies d'Alnay, Ivry, Persan... découvrent que la coupe est pleine au moment précis où le nombre des immigrés est en nette régression, selon les propres statistiques des ministères du Travail et de l'Intérieur !

Selon le rapport de A. Lebon et G. Falchi présenté en mai dernier à la Conférence des ministres responsables des questions de migrations du Conseil de l'Europe, le « stock » des travailleurs immigrés, autrement dit, le volume d'actifs tenant compte de la différence entre les entrées et les sorties et de l'apport interne provenant des jeunes immigrés arrivant sur le marché du travail, serait de moins 9,2% pour la période décembre 1974 - décembre 1978. En quatre ans, la population active étrangère aurait diminué de 165.700 membres !

Mais malgré cela, le bureau politique du P.C. dit « qu'il faut arrêter l'immigration », car « M. Giscard d'Estaing, son ministre Stoléro ne font pas ce qu'ils disent ».

### Ce que disent les statistiques

Pour en avoir le cœur net, nous allons prendre l'année

1979 comme exemple et consulter les statistiques publiées par le ministère du Travail (« Migrations Informations », mai 1980). Combien d'immigrés sont entrés en France cette année-là ? 56.693. Apparemment, ça fait beaucoup, mais regardons de plus près. De ces 56.693 immigrés, à peine 17.395 sont des travailleurs permanents, les 39.298 autres sont de l'immigration familiale (70% du total des entrées). Mais encore : parmi ces 17.395 actifs, 5.188 sont des réfugiés du sud-est asiatique et 8.170 sont des ressortissants des Etats membres de la C.E.E. Il reste donc 4.037 bicots, nègres et autres métèques. Constatation des experts du ministère du Travail : « Il est probable par ailleurs qu'en ce qui concerne les entrées de travailleurs permanents non-indochinois, on approche un niveau d'octroi de dérogation au-dessous duquel on ne peut plus guère descendre ».

### M. Marchais, voilà les solutions

M. Marchais et ses amis ne peuvent pas ignorer ces faits et selon leur attitude, il ne reste d'autre choix qu'à proposer au gouvernement les mesures suivantes s'ils tiennent à être cohérents avec eux-mêmes :

— L'annulation de toutes les dispositions du Traité de Rome concernant la libre circulation des personnes au sein de la C.E.E., ou tout au moins, l'annulation de la libre circulation dans le sens des entrées en France tout en préservant les sorties pour qu'on puisse continuer à « produire et à exporter français » en toute fraternité. On ferait ainsi une économie de 8.170 ritals, boches et autres comparses.

— La révision de la notion de réfugié politique, elle est tout simplement incompatible avec le « réalisme de la crise ». Dans sa foulée, proposer aussi qu'il est grand temps de faire immigrer l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides, qui d'ailleurs n'est pas tellement français, puisqu'il est sous la dépendance d'un Haut-Commissariat de l'O.N.U.... Alors, on pourrait laisser tomber ces 5.188 jaunes.

— Enfin, par un souci de bien-être (humainement compréhensible) vis-à-vis des familles françaises, on pourrait (à nouveau) refuser aux immigrés qui se trouvent déjà sur place, le droit de vivre avec leurs femmes et leurs enfants. On ferait ainsi la belle économie de 39.298 individus, qui comme tout le monde le sait, viennent manger le pain des Français. (Si toutefois, cette idée vous empêchait de manger votre dessert sans avoir envie de vomir, alors au moins on pourrait annuler « l'annulation par le

Conseil d'Etat, le 8 décembre 1978, du décret du 10 novembre 1977 interdisant l'accès au marché de l'emploi aux membres de familles nouvellement entrées »).

### Loi Bonnet, Copernic...

Ironie du sort, M. Marchais et ses amis découvrent le trop-plein d'immigrés juste après l'entrée en vigueur de la loi Bonnet qui, parmi d'autres merveilles anti-immigrés, propose pas moins de six manières différentes de se débarrasser d'un immigré par voie d'expulsion. Cela au moment même où M. Stoléro confère aux préfets le droit divin de renouveler les « papiers » des immigrés par quotas, autrement dit, de les renouveler ou pas en fonction du marché de l'emploi dans chaque branche d'activité, en d'autres termes, le droit tout simplement de transformer un immigré « légal » en un immigré « illégal »... en toute légalité ! Enfin, le P.C. déclenche cette offensive juste après la vague d'attentats racistes meurtriers comme la France en a rarement connu dans l'après-guerre.

Mais il y a plus grave. Selon les mêmes messieurs, il y a un taux d'immigrés qu'il ne faut pas dépasser dans la même commune ! Si on tient compte de ces propres résolutions, ce taux serait estimé aux alentours de 20%. Sans le citer explicitement, ces messieurs font appel à la notion prétendument objective et scientifique de « seuil de tolérance ».

Un parti se réclamant des intérêts de l'ensemble des travailleurs, face au racisme essaierait de l'expliquer en tenant compte des rapports sociaux existant et du rôle de l'idéologie dominante. Mais les amis de M. Marchais préfèrent faire appel à une notion facile, sans aucun contenu scientifique sans aucune base objective. L'enquête d'opinion réalisée par l'Institut National d'Etudes Démographiques (Revue « *Population* », décembre 1974) faisait ressortir « que la proportion d'étrangers dans la commune de résidence n'agit pas sur le jugement global porté sur la présence étrangère en France ». En concluant : « Ainsi, il n'apparaît pas d'effet de seuil de la densité d'étrangers en matière d'attitudes à l'égard des immigrés ». Rien à faire, voilà les pauvres militants du parti de M. Marchais complètement désarmés pour expliquer les comportements racistes et pouvoir les combattre ; voilà qu'ils osent assimiler le « taux à ne pas dépasser » aux phénomènes de ghetto. La rumeur publique dit : « Ils bouffent toutes nos allocations sociales ! ». Et les amis de M. Marchais surenchérisent : « A Garges-les-Gonesses (27%

d'immigrés, on l'a dit) pour 60%, le budget d'aide sociale leur est consacré » écrit leur journal « *Révolution* ». Au niveau de l'aide sociale, nous en sommes à 40-50% de nos possibilités », proclament les élus d'Ivry-sur-Seine. Et c'est encore à « *Révolution* » de remarquer : « Il n'y en a que pour eux commence-t-on à entendre dire. Et se marque déjà dans ce « eux » la différence qui rejette les autres ».

Certes, ils font remarquer que les immigrés sont parmi « les plus démunis » et « exploités comme les travailleurs français » ce qui est plus contestable, disons-le au passage, mais ils cachent pudiquement qu'en matière de coûts sociaux les immigrés sont une affaire en or. Pour ne citer qu'un chiffre faramineux : les économies faites par la France en matière d'allocations familiales avec les sommes non versées aux familles immigrées pour l'année 1972-1973 sont estimées à un milliard et demi de francs (nouveaux, bien sûr !). Imaginez ce que cela pourrait représenter aujourd'hui !

C'est évident, le P.C. sème de la mauvaise graine, il récoltera, soyons certains, des mauvais fruits.

### Les odeurs d'aromates

Déjà, sous l'impulsion de ses attaques, un hebdomadaire spécialisé dans l'incarnation du rôle de Ponce Pilate écrivait le 17 novembre dernier : « C'est que les rapports avec les étrangers, les Maghrébins surtout et les Africains, ne cessent de se détériorer avec le temps. Dans les H.L.M., dans les quartiers investis, la cohabitation met les nerfs à vif. Les odeurs d'huile et d'aromates incommodes, les cris des enfants dans les escaliers irritent, les coups de feu saluant un mariage exaspèrent le cheminot qui prend son service à deux heures du matin, et les bandes de jeunes gens désœuvrés effraient. Des bagarres éclatent, qui tournent parfois au meurtre ». Un véritable morceau d'anthologie inspiré par « les questions courageuses » soulevées par le P.C.

Historiquement, les partis se réclamant des ouvriers, du peuple pauvre, faisaient de la proclamation solennelle de l'amitié, la solidarité et la communauté d'intérêts qui lient les peuples au-dessus et au-delà des frontières, un des points-cléf de démarcation avec les partis bourgeois. Désormais, nous sommes fixés, le bureau politique du PC vient d'écrire noir sur blanc à propos de tout le bien « qui est fait » aux immigrés dans les municipalités qu'ils dirigent : « Mais en aucune façon cela ne saurait être entrepris au détriment des travailleurs français ».

Malheureusement, il n'y a pas que le P.C. pour emprunter une telle voie : voici que la P.S. pense aussi qu'il peut faire feu de tout bois : « Le P.C. pose mal la question, mais il a eu raison de soulever le problème ». Et pour quoi il a raison, M. Bonnemaison, maire d'Epinaux-sur-Seine ? « Il est évident qu'à partir d'un certain seuil d'étrangers, des difficultés apparaissent ». Au tour de M. le député Quilès de préciser au cours d'un déjeuner organisé récemment par l'Association des Journalistes de l'Ile-de-France : « Au-delà d'un certain seuil, les autochtones ont tendance à les accuser de tous les maux. Si on veut développer le racisme, c'est un moyen admirable ».

Qu'ils le disent, les pauvres autochtones de Neuilly et autres 16ème arrondissements qui cohabitent avec tous ces émirs du Golfe, princes polonais et d'ailleurs, l'exans du pétrole... dans une promiscuité dépassant tout seuil de moralité.

Voilà dont 3.700.000 hommes, femmes et enfant qui se demandent ébahis à quel saint se vouer désormais !

Attaqués de toute part, accablés jusque dans leurs derniers retranchements, menacés, humiliés, ne leur reconnaissant que le droit à « travailler, se taire... et à disparaître vite dès qu'on n'a plus besoin d'eux », que cherche-t-on en les poussant à bout ?

Il y a un seuil pour la décence qu'il ne faut pas dépasser, messieurs de la gauche !

Manuel Vaz

Animateur culturel à Créteil.

ABONNEZ  
VOUS !  
ABONNEZ  
VOS AMIS !

## A Créteil aussi on a mal à nos droits de l'homme !

Créteil, cité des émouleses, 20 novembre.

Sous le prétexte circonstanciel d'usage de « H », Youssef Jellal est soumis à un contrôle d'identité qui adhère totalement à la campagne de contrôles flicards sur simple critère du faciès et à la légalisation de la brutalité policière, brutalité telle que l'état de Youssef nécessite les soins d'un médecin qui ne décèle aucune trace d'usage de drogue (cf. *Sans Frontière* du 6 décembre 1980).

**Le racisme d'Etat continue, une fois de plus on bafoue les Droits de l'Homme.**

26 août 1789 : **déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.** Article 1 : les hommes naissent et demeurent libres et égaux.

24 juin 1793 : **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.** Article 1 : Le but de la société est le bonheur commun, le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles.

10 décembre 1948 : **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.** Article 1 : tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.

1<sup>er</sup> juillet 1972 : **Loi française contre le racisme.**

**France, tes déclarations foutent le camp, à Créteil aussi, on a mal à nos Droits de l'Homme.**

A Créteil aussi on légalise les contrôles d'identité sur simple critère du faciès (notre faciès, il vous dit merde !). A Créteil aussi, on légalise la brutalité policière. A Créteil aussi, les jeunes immigrés se réveillent un matin avec une gueule de bavure !

**Créteil-Liberté.** Un immigré qui fume au pied d'une H.L.M. dans une cité fume obligatoirement du haschich (en voilà une bonne raison pour l'expulser). Tes papiers, des menottes, des coups... Youssef admis à l'hôpital H nri Modor, graves hématomas, par contre aucune trace d'usage de stup.

**Créteil-Dignité.** Début décembre, bientôt les fêtes, le C.C.R. (Centre commercial Régional) un samedi après-midi, la foule. Houcine prépare son voyage pour l'Algérie, cet hiver, la Kabylie, la récolte des olives, pourquoi pas un peu de chasse... les grives : Safari 2000, Houcine s'arrête, il entre il regarde et n'achète rien, à la sortie des C.R.S. l'interpellent : **Vos papiers !** on le vouvoie (ferait-on des manières, presque !), Houcine n'a rien d'un fumeur de « H », il n'a pas 18 ans, il en a 50 (c'est mon père) et Yolande (ma mère, française) l'accompagne : **serait elle son passeport pour le droit au vouvoiement, le droit à la dignité ?**

Vérification d'identité, on explique : on recherche un voyou, brun et moustachu.

Houcine se mare, mais il



Laurent Cathala, maire de Créteil, discutant avec Youssef Jellal et les jeunes du quartier des Emouleses.

rit jaune, il a déjà lu le scénario quelque part ! Dans ce cas-là, tous les bicots sont suspects.

Tout est en règle, Houcine peut repartir. **Il n'a tué personne, il n'a volé personne, il n'a bouffé le pain de personne !**

A peine le temps de ranger les papiers, qu'une nouvelle fois une ombre policière s'abat : **Papiers !**

Cette fois-ci Houcine s'énerve (la foule s'arrête, on contrôle un arabe, Safari 2000, ...des armes !).

**Quels papiers ?** Houcine sort tout : carte nationale, carte de séjour, carte de sécurité sociale, carte de groupe sanguin... licence de pétanque (quand vous aurez fini tous vos contrôles, je vous prends à dix sacs la partie !).

Le flic (un gars du midi) la trouve bonne, il se marre, on en reste là !

Pour en rester là, faut-il que tous les immigrés adhèrent à un club de pétanque et que tous les flics soient originaires du midi ? (mais Marseille ? ... Mohamed ne jouait pas à la pétanque).

**Créteil-Egalité.** A Créteil, trois cités-ghettos, du provisoire qui dure depuis vingt ans, trois cités-ghetto où l'on entasse les familles immigrées.

Les **Emouleses**, à l'origine en 1957, une cité populaire. Une des premières cités de Créteil. Une à une les familles françaises sont parties, elles ont été relogées. Les familles les plus populaires sont restées. Les familles immigrées aussi. Plus bas dans la ville, à proximité des centres administratifs (Hôtel de Ville, Hôtel des Postes, Préfecture) du C.C.R., du terminus du métro Balard-Créteil et de tous les bus qui desservent la région (104, 117, 181), on construit du prestige alors que l'on manque de logements sociaux.

**On construit les Philippines et la Croisette** avec vue sur un lac : le lac de Créteil ! A la Croisette, les enfants peuvent faire du vélo tout autour de l'appartement en restant sur le balcon. Aux **Emouleses**, les

balcons dont 0,90m sur 0,90m quand on a la chance d'en avoir un. A la **Croisette**, il y a de supers apparts, avec de grandes baies vitrées, les pièces sont éclairées. Aux **Emouleses**, y'a intérêt à avoir l'électricité !

**A la Croisette, il n'y a pas d'immigrés, il n'y a pas de contrôles d'identité !**

Côté lac, on respire, côté Sablières (cité de transit) derrière les grilles de la cité (elles existent matériellement), la Voie Express, la route de Choisy.

**A Créteil, notre avenir, quel avenir ?**

Créteil n'est pas un cas isolé. C'est kif-kif les gandes villes. A la sortie du collège, les jeunes sont envoyés au C.E.T., on les fout en C.A.P. on ne leur demande pas si c'est ce qu'ils voulaient, alors ils s'emmerdent pendant deux ans et n'ont pas forcément envie de bosser de toute façon, à la sortie... l'**A.N.P.E.** (tout le monde connaît la rue Tirard !).

De plus dans le milieu n-semblant (c'est pas la majorité) mais le racisme va bon train (je connais, c'est là que je bosse), et la petite du service **Formation Continue**, malgré sa bonne gueule, elle fait un peu mêtèque ! J'entends souvent parler de Fatma de Tchador et de couscous, et notre collecte de vêtements pour **El Asnam** les a un peu bousculé (en attendant, merci à tous ceux qui y ont participé !)

L'affaire **Jellal** (Youssef est un ancien élève du bahut), on n'en parle pas, on s'en fout, on sait pas trop (les tracts que l'on distribue, les gens ne les lisent pas), mais quand on prend les profs entre quatre yeux, ils tournent en rond, ils se mordent la queue, on les pousse un peu et ils finissent par te dire : Tu sais Jellal, c'était pas un marrant ?

Je ne te demande pas d'ouvrir ton album-souvenir, je te dis que Jellal ne s'est pas fait agresser par les flics parce qu'il n'était pas un marrant, mais parce qu'il est un **bicot !** Le terme le choque, il n'ose le relever.

Et tout comme cet autre prof qui entraîne une équipe de foot municipale, qui n'est pas racis-

te mais qui trouve qu'il y a beaucoup trop d'Antillais dans les équipes cristolliennes...

Et cet autre, nostalgique des colonies (on a su qu'il est allé en Algérie) qui il y a quelques années, balance à Farid (mon frangin) qui doit un peu déconner en cours : **Ici, on n'est plus en Algérie !** Farid préfère sortir, il a envie de le démolir.

Aujourd'hui, les jeunes immigrés réagissent, ils en ont assez d'être trainés dans la merde. Avant eux, leurs pères ont été frustrés du droit à la parole, du droit à la dignité.

**Que fait la municipalité ?**

A Créteil, la municipalité crée un **Office des Migrants (l'O.M.M.C.)**. Toujours le **Préjuge et la démagogie**.

L'office, on en entend parler une fois par an, lors de la quinzaine. Pendant quinze jours, on pense aux migrants de Créteil, pardon, on pense pour eux.

On organise des grandes fêtes, on sort les drapeaux et les couleurs (*fête de l'amitié sans frontière*, slogan 1980), on fait

venir Djamel Allam et le **Groupe Djurdura** (ça amène du monde et de l'argent !), on fait une grande fiesta sur la place de l'hôtel de ville, c'est vrai que la fête c'est sympa, mais ça ne suffit pas !

Stoléru et sa clique en sont capables. Eux nous pondent une semaine tous les ans. **Semaine de la démagogie et de la mascarade !**

A Créteil, pendant nos quinze jours, c'est comme pendant tout le reste de l'année, on oublie de parler des vrais problèmes de la réalité quotidienne qu'est la mal-vie et l'on se fait des tartines de débats-intello auxquels participent rarement les jeunes immigrés. Ce n'est pas dans les salons que l'on parle de logement, de travail et de chômage, de racisme et d'expulsion.

Laissez donc les gens s'exprimer et dire ce qu'ils vivent ; en France à gands coups de lois on instaure soigneusement un **racisme d'Etat** : après en avoir bien pressé le citron, le gouvernement français veut jeter la peau, mais la peau, c'est nous et on n'a pas l'intention de baisser les bras.

On nous accuse de tous les maux. Arriveront-ils à rendre la situation des immigrés telle que pour en finir nous choisirions de partir. Ils auraient la partie vraiment trop belle ! Ils ont fait venir nos pères, main-d'œuvre docile et bon marché et maintenant ils veulent nous foutre dehors.

Eh bien... nous restons, bien décidés à faire reconnaître et valoir nos droits.

**A quand la prochaine déclaration des Droits de l'Homme** Article 1 : **Liberté, Egalité, Dignité, Sécurité, Immigré, Prisonnier, Expulsé.**

Yasmina, Créteil

## Accusés de «sales gueules»

Mercredi 17 décembre, comparait devant le tribunal correctionnel de Créteil Afif Djellal pour répondre à l'accusation portée contre lui : « violence à agents de la force publique ». En effet, le jeudi 20 novembre dernier, Afif s'interpose entre des policiers qui frappaient son frère allongé par terre, menottes dans le dos. Cet incident donnera lieu à des affrontements entre gens du quartier des Emouleses à Créteil et forces de l'ordre arrivées en renfort (Cf *Sans Frontière* du 2 décembre).

La salle est comble, parents et amis sont là. Le président du tribunal Mr Serva, membre de la commission d'expulsion, mène les débats, avec le prévenu et les témoins d'une façon très directive. Quant au substitut du procureur de la République adepte ardent de la théorie de Panglos, « tout est

beau dans le meilleur des mondes », se fait fervent défenseur de la police dans son réquisitoire et dit : « Dans notre police, il y a de tout, des Noirs, des anciens Maghrébins (sic) et je trouve scandaleux que l'on fasse un procès d'intention le fait qu'il soit un immigré ne constitue pas un cas d'aggravation » (sans rire).

Pourtant, pour Me. Claude Feaucart les faits sont évidents, « le « H » n'est qu'un prétexte pour contrôler les jeunes et particulièrement les immigrés. D'ailleurs Afif n'a pas été trouvé porteur de drogue. C'est donc bien sa tête qui a attiré l'attention des policiers ».

Après délibération, Afif est condamné à trois mois dont deux avec sursis. Le substitut avait demandé de quatre à six mois ferme.

Mohamed N

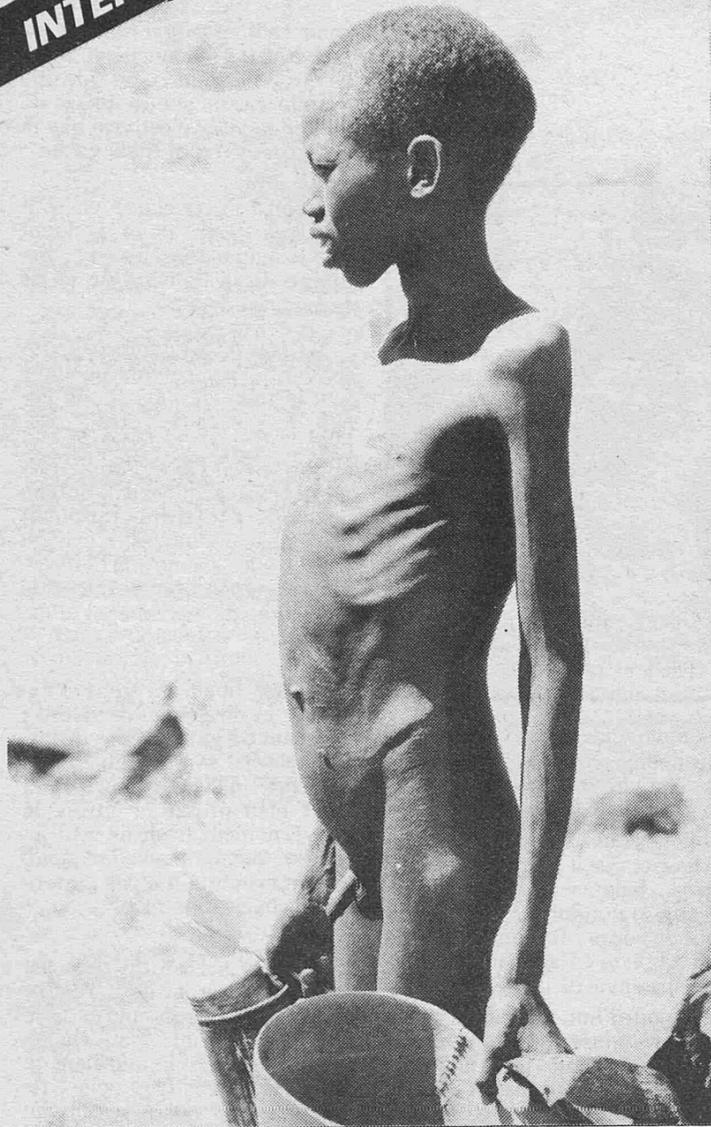


Photo médecins Sans Frontière

## Ouganda :

# Le retour de Milton Oboté

Voilà ! C'est fait. Les dépipés dans les urnes ougandaises le 10 décembre ont permis de nouveau le passage de Rubicon du nouveau « César » de l'Ouganda : Milton Obote. En prêtant serment lundi 15 — quelle précipitation ! — devant une assemblée qui lui est acquise, comme président de la République ougandaise, il accomplit ce que d'aucuns qualifient d'exploit : être le premier président de la République ougandaise, il accomplit ce que d'aucuns qualifient d'exploit : être le premier président d'Afrique (du monde) qui après avoir été chassé du pouvoir par un coup d'état — tout comme il y est parvenu — y revient par voie électorale. Exploit quant au fond peut-être, mais non aux formes.

Le peuple ougandais a voulu démontrer que l'usage du suffrage universel n'était pas une vaine entreprise en Afrique. Hélas ! Pour eux, pour l'Afrique, la clique politicienne au pouvoir en a décidé autrement, en truquant basement ces élections du dernier espoir. Ebanazah Debrah, le responsable de la mission d'observateurs du Commonwealth, leur a donné la caution internationale légitimant le pouvoir du nouveau « père de la Nation », Milton Obote (Premier Ministre de 1962 à 1966 date à laquelle grâce aux troupes d'un certain Amin il renversa le roi du Buganda *Mutesa II*, pour être cinq ans après chassé du pouvoir par ce même militaire Amin. Il revient donc, vingt mois après la chute d'Idi Amin. (A quand le retour d'Amin ?)

### POUVOIR QUAND TU ME TIENS

L'UPC du Dr Oboté en s'adjutant, dans le sens militaire du terme, 68 des 126 sièges à pourvoir s'octroie ain-

si la majorité absolue de la nouvelle chambre. La recette est simple : la fin justifie les moyens. Le chef de la commission militaire P Muwanga, membre de l'UPC, prenait seul les décisions importantes visant à assurer la victoire d'Oboté : destitution de l'ancien président G. Binaisa, limogeage de S. Wambuzi, magistrat suprême chargé du contrôle de la légalité des élections et de 14 commissaires de justice ; appui de l'armée pour faire voter UPC. Élimination de candidats rivaux : 17 candidats UPC ont gagné par « forfait ». Dans la région du Nil occidental où 250 000 personnes sont en fuite, la ville d'Arua est désertée : mais alors qui a voté là-bas ? Manipulation des résultats lors du dépouillement (Oboté et muwanga veillèrent toute la nuit du 12). Dans neuf circonscriptions les résultats ne sont pas encore connus. gageons que ce sera neuf sièges de plus pour l'UPC. Le DP de Paul Ssemogore (qui conteste les résultats), avec 48 sièges fera figure d'opposition parlementaire ; l'UPM de Yoweri Musewori avec un siège : « *Que voulez-vous qu'il fit ? Seul contre tous. Qu'il mourut ?* » Pour éviter un éventuel changement de majorité, la constitution de 1967 prévoit l'adjonction de trente députés désignés comme il suit. 19 cooptés par la chambre, 10 autres nommés par le Président et 10 députés représentant l'armée. Sans commentaires. C'est la séparation des pouvoirs, qui par effet de concentration verticale devient collusion des pouvoirs.

En prêtant serment le 15, avant même la fin du dépouillement, Obote a paré au plus pressé : sait-on jamais ? Étaient présents à la cérémonie les généraux Twalipo (ministre de la Défense) et msuguni (chef d'état). On peut apprécier la composition de la délégation tanzanienne. Car la

partie est loin d'être gagnée. Le leitmotiv du tribalisme sera le principal obstacle à l'unité nationale prôchée par Obote.

### POUVOIR QUAND JE TE TIENS

Par ailleurs, l'ethnie bougandaise, la plus importante, a vu ses deux leaders (Y. Lule, G. Binaisa) évincés par l'activité politique ougandaise (voir *Sans Frontière* numéro 2) et cela par les bons soins du docteur Oboté qui, maintenant se dévouera corps et âme pour soigner sa nation en péril. Déjà par son coup d'état, suivi de l'abolition du royaume du Buganda, il s'était attiré de vieilles dents. Et au pays, on a la dent acérée et la rancune tenace. N'oublions pas le sac d'Arua et les razzias de l'armée, la famine au Karamoja ; cela promet une reprise en main agitée et musclée de la situation. Dans cette perspective, les tâches primordiales du nouveau président seront d'apaiser les flambées de tribalisme qui ne peuvent que lui être défavorable, voire déstabilisatrices et d'empêcher le retour d'aucun (son come-back) exemplaire fera certainement tâche d'huile). Si ces conditions ne sont pas remplies on peut s'attendre au pire. Elles sont aussi indispensables au redémarrage de l'économie ougandaise tant par les investissements étrangers que dans les rapports avec les pays limitrophes. A 56 ans, le président Oboté joue au Cassius Clay de la politique. Mais pour regagner une couronne perdue, il faut savoir encaisser et s'attendre même à la perte de nouveau... irrémédiablement. Mohamed Ali avait réussi son retour, mais n'avait pas su partir à temps. Pourtant Ali était un grand champion.

H. D. KALALOBÉ

## Gabon :

# Un Etat pas comme les autres ?

Au 15 juin 1980, près des 4900 mesures d'expulsion avaient été prises, par les autorités françaises, à l'encontre d'immigrés, sans que ceci ne puisse constituer un événement. Alors que la levée de boucliers en faveur de M. S. Malley et son refoulement ont été un révélateur d'une politique africaine, menée par la France, à coups de compromissions, de maintien d'état d'injustices criantes, de soutien de régimes totalitaires, et de dirigeants vénaux à souhait. A tout saigneur toute horreur... M. Omar Bongo, président du Gabon? a été, en compagnie de M. M. Mobutu, Dacko et SM Hassan — deuxième du nom —, le plus acharné à faire taire le directeur d'Afrique Asie. Et ce, malgré les interventions de 15 chefs d'états africains, en vue d'ajourner une telle décision. En vain.

### BONGO : LE GABONNAIS AUX BASES TRES DEMANDEES

Avec Franceville et Libreville — quelle débauche d'imagination — le Gabon est, de loin le pays d'Afrique qui compte le plus d'installations militaires, d'une puissance étrangère protectrice et amie. Point de dé-

part de tous les coups tordus en direction du Tchad, Bénin, Sahara occidental, Centrafrique, Kolwezi, et autres Comores. L'homme de main, exécuteur de cette volonté politique dictée depuis Paris, n'est autre que M. M. Robert, actuel ambassadeur de France à Libreville. Ami personnel et intime de Bongo, ancien chef de sa garde présidentielle, ex-conseiller du CEDOG (équivalent du SDECE) 73-79, ex-colonel de ce même SDECE jusqu'en 73, après quoi il a veillé aux intérêts d'ELF, avant de succéder à M. M. Delaunay, cette autre figure légendaire, dont le seul titre de gloire fut tiré des manipulations du vote des Français à l'étranger, au profit de la majorité actuelle, en mars 1978.

A telle enseigne que TDF a été chargé de négocier l'obtention des fréquences à ondes courtes, aidée en cela par la Compagnie des médias internationaux, filiale de la société Havas, dont le PDG n'est autre que M. Y. Cannac, ex-secrétaire général de l'Elysée. La société Thomson CSF, a pour sa part, installé quatre émetteurs à Moyabi, d'une capacité de 500 kw chacun, permettant à Radio Africa n°1 de propager au plus loin la « bonne parole ». M. Philippe Giscard d'Estaing qui était directeur des impor-

tations de Thompson CSF — armements surtout — fut nommé par la suite, Président de CSF International.

Par ailleurs, de même, que lors des rencontres franco-gabonnaises de décembre 80, organisées avec le soutien du CNPF les experts du FML, ont conseillé une plus grande rigueur budgétaire en 1977. Ses directives, alliées à un contrôle plus sévère, exercé par les principaux créanciers (Américains et Français notamment) ont permis l'amorce d'un redressement sensible, d'une amélioration perceptible de la situation financière. Alors que pour ce pays riche — uranium, pétrole, ébène, fer, manganeuse et industrie du bois, à côté des récoltes vivrières — à raison de 3850 dollars par habitant, en 1978, s'est trouvé en tête de liste en Afrique. Eu égard à sa faible densité, 2 habitants au kilomètre carré, et à une stabilité exemplaire, de 14 ans de pouvoir sans partage avec l'opposition, muselée ou en exil. Le pays a été

secoué par des crises économiques dont la gravité a démontré, si besoin était, le degré d'incompréhension dans la gestion des deniers publics.

De surcroît, la France, puissance protectrice, n'a pas cherché à atténuer et à réduire les inégalités, à toucher aux causes essentielles, tenant à la corruption, élément fondamental de l'hémorragie des capitaux, tant elle est le fait des plus hautes instances de l'Etat. Dans le même temps, le Gabon a bénéficié en 1977 de l'aide publique la plus fournie, de la part de la France, savoir 125FF par ha, loin devant le Centrafrique 77FF, le Tchad 38FF, la Haute-Volta 24FF, et le Mali 22FF.

Le niveau d'impunité, dont jouit M. Bongo en France est inouï. Le 16 janvier 1979, il expulse M. R. Luong, citoyen français, et l'assigne à résidence à Villeneuve sur Lot, sous la garde de deux agents DU SDEDE. Le 27 septembre 1979, M. R. Luong décède dans des circonstances mystérieuses ... Un non-lieu est rendu.

La Cour d'appel d'Agen l'annule, le 16 août 1980, ordonnant un supplément d'enquête. L'inspecteur Tintoni n'en croit pas ses yeux... Mais le bilan n'est pas aussi négatif que pourrait le laisser croire ce quasi-réquisitoire. M. Delaunay, a été nommé, au titre de ses compétences gabonaises président de la société COMUF chargée de l'exploitation de l'uranium. Une retraite bien méritée, en regard de la qualité des services rendus. Quand on pense que l'énonciation de tels faits, connus de beaucoup, a valu la disgrâce et l'expulsion de M. S. Malley, en toute liberté de la presse dont le droit a été surtout matérialisé par des poussées d'humanisme ergoteur avancé.

A. R.

Sources : Banque Mondiale (Rapports année 78, M. Mac Namara)  
OCDE, 77 derniers chiffres connus  
Comité d'Aide au Développement  
Collection du « Canard Enchaîné »  
Le Monde bilan économique et social »

# Tchad : Un deuxième « Liban » en Afrique ?

N'Djamena n'est pas Fort-Chabrol et encore moins Bangui. André Gide a fait le voyage, et il y a à parier que le « voyage au Tchad » a moins plu que « Retour d'URSS », la guerre des sables mes frères, que de surprises ! A ceux pour qui le désert évoque Lawrence d'Arabie ou Rimbaud, l'irruption de Khadafi, ce bédoin de nulle part — dérange la rêverie exotique. Des hommes portant assurément la civilisation, ont érigé Fort Archambault qui aujourd'hui s'appelle N'Djaména depuis le jour où Tombalbaye fut saisi d'une « Transe Vaudou » au retour d'un *trip* politico-mystique où officiait le « général prêtre » de l'authenticité. OK. D'accord, il y a toujours eu des animistes au Tchad, des Chrétiens, des Musulmans aussi.

## Convivialité

Lorsque *Big Brother* programait la convivialité coexistence de ces *communautés*. C'est le mot à la mode je crois, leurs différents *génies* n'avaient pas cette irréductibilité que l'on découvre promptement ici. La question nationale prend corps comme pour beaucoup d'autres pays à ce moment-là, avec le discours de Brazzaville où le général de Gaulle avait laissé voir quelques formes nouvelles d'évolution politique. Tombalbaye au Tchad ignore complètement la complexité de sa nation, des résurgences locales de contestation l'amènent à récupérer l'inénarrable Hissène Habré. Ce dernier est venu du Frolinat d'Abba Siddick, dont la scission donna naissance aux

futures fractions de Goukouni Weddeye et de la sienne. A ce moment-là, ces deux tendances passent pour être schématiquement des séparatistes auprès de l'OUA dont le premier commandement est l'unité territoriale, pour le maintien de son fragile équilibre politique. L'arrivée de Malloum militaire et général qui suit l'élimination physique de Tombalbaye n'est pas une quelconque révolution de palais. Elle consacre Hissène Habré et sa faction dans l'état tchadien.

## le fil d'ARIANE

« Ce mec, c'est le fil d'Ariane ». Des clichés journalistiques, sans doute dévalorisés aujourd'hui, nous l'ont fait voir tour à tour, sous le masque froid de l'intellectuel terroriste (affaire Claustre), allié de Khadafi (eh oui !) ennemi de Khadafi, et membre de la coalition qui balaye Malloum. En fait le Gunt qui succède à Malloum est une coalition dont la souveraineté, toutes tendances confondues, est un monstre politique à deux têtes. L'OUA espère avoir permis et maintenu l'unité du Tchad. La France peut dire : « L'Afrique aux Africains ». La signification est toute autre. Dans N'Djamena investie par l'ancienne opposition, chaque tendance, dans les locaux où ils sont mélangés se comporte en faction. Le colonel Kamougué, le sudiste comme on dit ici, a ses hommes. C'est le seul, issu des institutions tchadiennes de Tombalbaye. Hissène Habré au contraire du sudiste chrétien c'est l'homme du désert du

nord qu'une administration française *remarque*. Revenu d'un détour de la rue St Guillaume (Institut d'Etudes Politiques de Paris), il construit sa dynamique, sa clientèle, son discours, et ses actions. Les FAN, on le sait, se sont battus à un contre 4. C'était inévitable : sa rupture avec Khadafi lui gagne Sadate et l'éloigne sans doute des FAC d'Acyl Amat, à qui l'on prête des sympathies et des liens avec le diable de Libye. L'autre personnage qui manque, connaît bien Hissène Habré. Ils ont été ensemble membres du Frolinat d'Abba Siddick, ils connaissent Khadafi et se sont toujours finalement opposés à ses dessins.

N'en déplaise à monsieur Triki et Jalloud, émissaire actifs dans le monde pour défendre la position lybienne au Tchad.

## DEUX CAMPS RIVAUX

Lorsque Goukouni Weddeye se trouve en face d'Hissène Habré à nouveau insurgé, ils considèrent que son ministre de la défense est en rébellion. Fort Archambault s'érige en deux camps rivaux, pendant que Khadafi installé à Aouzzou, compte tranquillement les points. Le quatrième sommet de Lagos (1979) donne-t-il dans son esprit ou son contenu, le pouvoir au président du GUNT de faire intervenir la Lybie ?

Goukouni Weddeye s'est rendu à Tripoli en juin en chef d'état

où il a passé un accord militaire avec Khadafi. Habré encaisse dur. Du coup, on peut imaginer qu'un membre de la coalition, puisse faire appel aussi à l'aide extérieure.

## AH ! SI PARIS ET TRIPOLI

L'OUA n'est pas unanime sur la réponse, et Hissène Habré attendra qu'une force hypothétique africaine ne l'aide à résister à l'envahisseur. Les FAN contestent la bonne foi du Bénin qui leur semble plutôt partial (pro-lybienne). Elles adoptent un discours nationaliste axé sur la menace lybienne, l'envahisseur doit faire malgré lui unité autour du FAN, et Abba Siddick considère publiquement que l'absence de la France est regrettable. Il craint que l'aide lybienne à Goukouni Weddeye ne lui aliène la confiance des patriotes tchadiens. L'attitude de la France a été résumée par M. Lecanuet (UDF) au Club de la Presse d'Europe 1) : « les conditions d'une intervention de la France ne sont pas toutes réunies ». En effet, la coalition au

pouvoir n'a pas cru devoir demander le retour des forces françaises. L'OUA ayant prévu une force d'intervention neutre pour le contrôle de Djanéna. Certains ont carrément remis en question la légitimité du GUNT (édito inter du Monde du 16/12/80).

Au fait, l'ambassade du Tchad à Paris, représente-t-elle le GUNT ou Hissène Habré ? Le leader des FAN est actuellement réfugié au Cameroun, pays qui préconisait la neutralité. Les chefs d'Etat africains qui ont espéré une intervention française, doivent « *flipper un chouia* ». Qui a dit que la guerre est finie ? L'unanimité qui s'était faite contre Hissène Habré aura à répondre de la présence lybienne au Tchad. On peut parler que le chef des FAN aura encore un rôle à jouer s'il veut bien s'intéresser au texte des accords de Lomé. En attendant on peut constater que sa position militaire actuelle est bien plus mauvaise depuis dimanche. Ah ! Si Paris et Tripoli nous contaient l'aventure des Tchadiens !

Leuk LE LIEVRE

## BREVES BREVES BREVES BREVES

**Un nouveau mensuel antiraciste Différences.** C'est le nom d'un nouveau mensuel qui se donne pour but de lutter contre le racisme. Beaucoup de travail pour le MRAP et les personnalités qui soutiennent ce projet et qui parallèlement lancent un appel où ils annoncent leur intention « d'approfondir leur action contre le racisme toujours renaissant ». Bon courage.

**Accueil chaleureux à l'Africaine** Ils sont spontanés ces Africains... Pour le couple royal d'Espagne, Juan et Sophia pour les intimes, pendant leur visite officielle au Cameroun, guidé par le Président et madame Ahidjo. Réunion pendant le temps entre les délégations espagnoles et camerounaises, qui décident après une

réunion de concertation que dorénavant et à partir de maintenant... ce ne sera plus comme avant.

**Après le Cameroun, le Gabon.** Le roi d'Es... pagne chez Monsieur et madame Bongo. Saviez-vous qu'une amitié profonde et authentique unissait les peuples d'Espagne et du Gabon ? Hé bein ouais ! C'est ce qu'a déclaré Juan Carlos à son arrivée au Gabon. Ajoutez à cela les flagorneries habituelles des chefs d'Etat en visite en Afrique et ça roule...

**Dorénavant et à partir de maintenant donc** les étudiants camerounais en Espagne pourront fréquenter les mêmes universités que les Espagnols pur laine...

Dieu bénisse Juan.

**Salisbury au Zimbabwe,** Haute cour de justice : le ministre Edgar Tekere acquitté. C'est pour s'être reconnu avoir agi de « bonne foi » que Monsieur Edgar Tekere ministre zimbabwéen du Travail et sept de ses gardes du corps, accusés du meurtre d'un fermier blanc, ont été acquittés. Edgar Tekere ironie de l'histoire s'en tire grâce à une loi faite sur mesure sous le régime de Ian Smith qui prévoyait l'immunité pour les officiels agissant de « bonne foi... »

**Ian Smith conseillé de Julius Nyeréri ?** Le président Tanzanien en visite au Zimbabwe s'est déclaré impressionné par le travail accompli dans ce pays sous « l'administration de la minorité blanche ». Il ne plaisante pas le bougre quand il dit « souhaiter inviter des Blancs Zimbabwéens ». Comme expert en Tanzanie. Pragmatisme africain... Tant mieux.

## Le rapport d'Amnesty est paru

L'organisation internationale de défense des droits de l'homme **Amnesty International** vient de publier son rapport annuel qui couvre la période du 1er mai 1979 au 30 avril 80. Volumineux, le rapport passe au crible la situation des droits de l'homme dans 110 pays du monde et résume les activités des 250 000 membres d'Amnesty dans 130 pays.

Dans une préface, AI souligne l'augmentation du nombre des assassinats par des forces gouvernementales et les exécutions pour motifs politiques, syndicaux ou religieux, qui ont lieu dans plus de trente pays. Alerté par l'ampleur de cette violation des droits de l'homme, Amnesty a pressé le **Conseil de Sécurité des Nations Unies** de mettre à l'ordre du jour de ses discussions l'augmentation des meurtres politiques comme étant « une menace pour la paix et la sécurité internationales ». Plus d'un an après cette démarche, on compte toujours plus de morts et d'assassinats politiques, « le terme de disparition avec cette nouvelle et tragique signification qu'il a requis est entré dans le vocabulaire du journalisme et de la science politique » ajoute la préface.

Traitant pays par pays avec des introductions par régions, le rapport souligne l'amélioration de la situation dans cer-

tains pays d'Afrique tels que le **Zimbabwe** ou l'accession à l'indépendance a été suivie par l'abrogation de la loi martiale et la fin des mesures arbitraires d'éloignement qui avaient touché 600 000 civils évacués de force vers les villages protégés.

Dans d'autres pays d'Afrique et du monde arabe par contre, on note la permanence des détentions sans jugements, les disparitions et l'utilisation de la torture.

Amnesty International souligne quelques éléments encourageants tels que la mission d'enquête sur les tueries d'Afrique en mai 79, ainsi que les travaux de septembre 79 des représentants de 30 états sur un projet de création d'une commission des droits de l'homme.

Notant la dégradation des droits de l'homme dans divers pays arabes et la situation faite aux Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne. AI remarque la multiplication des initiatives régionale et nationale en faveur des droits de l'homme dans le monde arabe et souligne l'intérêt grandissant de la presse arabe pour cette question primordiale.

K. B.

A.I. Section Française, 18 rue Théodore Deck 75015 Paris. Tél : 557 65 65.

# Une dictature au pied dumur

En instituant la terreur et une répression sans quartier, le Général Gnassingbé Eyadéma a réussi, depuis quatorze ans, à se maintenir à la tête du Togo. Mais pour combien de temps encore ? Cette question est plus que jamais d'actualité. Cela, d'autant plus que tous ceux qui ont contribué à son maintien au pouvoir se montrent aujourd'hui de

plus en plus réticent à son endroit. Seuls les amateurs des rencontres internationales, fréquemment conviés à Lomé (capitale du Togo) peuvent en-

core se laisser abuser par l'accueil coloré et bon enfant des brigades d'animation éyadémistes dont l'une des fonctions est d'entretenir le mythe de la prospérité.

En tout cas, parmi les milieux financiers qui, hier encore, participaient dans ce petit pays de 2,5 millions d'habitants à la réalisation de projets mirifiques et d'édifices de prestige aussi inutiles que dispendieux, l'on ne semble plus guère faire confiance au « Togo Nouveau » du dictateur de Lomé. A tel point que l'Etat togolais risque, dès janvier prochain, d'être marqué à l'encre rouge dans les registres des grandes banques internationales. Et pour cause. Les caisses du Trésor sont vides et la solvabilité de l'Etat se trouve du coup gravement menacée. Devant les évidences de la réalité économique, les experts ne parlent plus que de faillite tandis que les rares optimistes invétérés cachent à peine leurs craintes pour les années à venir. Car, fait-on remarquer ça et là, « même si Eyadéma était chassé du pouvoir, il faudrait plusieurs années avant que l'économie togolaise puisse donner un minimum de satisfaction.

C'est dire à quel point l'avenir du pays est compromis. La terrible dégradation des conditions de vie des populations observée au cours des derniers mois, due à la forte augmentation des prix des denrées de première nécessité et à la vague de licenciements dans les secteurs para-public et privé (500 ouvriers de l'usine *Datscha* viennent de perdre leur emploi) pourrait, selon certains, être le signe précurseur d'une crise de grande envergure. A moins que, d'ici là, les gouvernements membres du Club de Paris, sensibles aux pressions actuellement exercées par la France, ne décident de différer, pour la deuxième fois en l'espace de dix-huit mois, le remboursement de la dette extérieure du Togo. Ce qui permettrait à ce pays de limiter les risques d'une complète asphyxie financière.

Au demeurant, même si elle prévalait, cette solution qui ne concerne que la dette publique ne serait qu'un pis aller. Les créances privées contractées ou garanties directement par la République du Togo se montent également à plus de 200 milliards de francs CFA. Or leurs détenteurs, qui, le 18 mars dernier, avaient aussi accepté d'en rééchelonner le paiement, se refusent désormais à toute nouvelle facilité. Ce refus est motivé, croit-on savoir, par le non-paiement de la dette publique à la date du 31 mai dernier conformément aux accords, des intérêts échus, soit 7,8 millions de dollars. Ainsi le gouvernement togolais se trouve obligé de payer

outre ces arrérages, les 10% des sommes dues au 31 décembre 1979 au titre du principal de sa dette privée et dont le versement était prévu pour la fin du mois de novembre.

N'ayant déjà pas pu faire face à ses engagements vis-à-vis de ses partenaires privés, le Togo sera-t-il en mesure de rembourser pour la fin de ce mois de décembre les 31 milliards qui lui sont par ailleurs réclamés au titre de sa dette publique ? On peut en douter. Surtout qu'en 1981, malgré le diféré accordé par le Club de Paris, et qui porte sur 80% de sa dette publique consolidée en 1979, le Togo devra à nouveau déboursier 31 milliards francs CFA, soit l'équivalent de 40% de son budget. Ce coefficient pourrait d'ailleurs se révéler très en-dessous de la réalité, compte tenu du fléchissement du prix des phosphates, du café et du cacao dont le Togo est producteur. Ce qui laisse entrevoir, d'ores et déjà, un déséquilibre important du budget en exercice.

Eu égard à l'encours considérable de sa dette extérieure sans commune mesure avec les ressources du pays, on se demande donc comment le gouvernement togolais pourrait restaurer le crédit de l'Etat auprès des organismes financiers. Cet endettement apparaît particulièrement injustifié si l'on songe que le financement des projets qui sont en cause a été obtenu au prix du marché, et que la plupart de ceux-ci ne pourront jamais dégager un cash flow en même de faire face au remboursement des emprunts. La liste des ces investissements imposés par le général Eyadéma et son équipe (moyennant des commissions qui se chiffrent en milliards de francs CFA) serait trop longue à énumérer. Quelques cas suffisent pour illustrer cet énorme gâchis : construction d'un aéroport de classe internationale (14 milliards CFA) situé en pleine brousse et à plus de 500 kilomètres de la capitale ; une raffinerie de pétrole (coût : 25 milliards) pour laquelle les études de rentabilité n'ont pas été concluantes et qui tourne à vide depuis deux ans ; l'hôtel du « 2 février » (0 milliards), tour géante de 32 étages dont le taux de remplissage ne dépassera guère, pendant longtemps, les 15% compte tenu de la profusion d'hôtels de luxe déjà construits par le gouvernement à Lomé ; un complexe sidérurgique (15 milliards), véritable aberration pour un pays qui ne dispose ni de matières premières appropriées, ni des marchés pour les

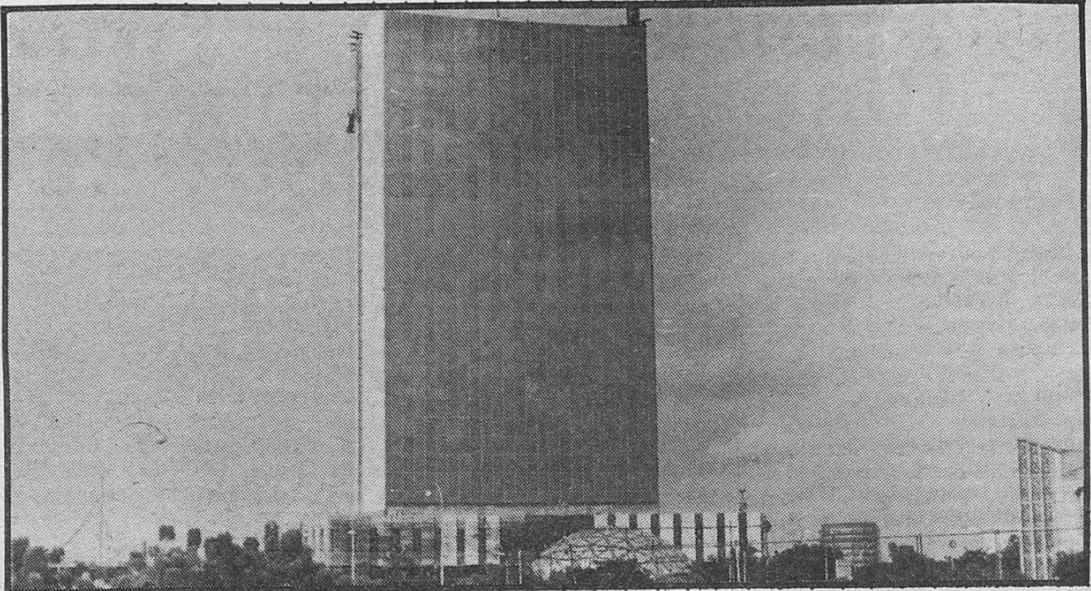


PHOTO DR

produits finis. Notons au passage que pour la seule réalisation de l'hôtel du « 2 février », certaines sources bien informées évaluent à 7 milliards de francs CFA le montant des commissions versées. Ce qui explique peut-être que le « guide » de la nation ait pu se construire une suffisance plus à masquer. Le simplet de Lomé, qui se prend pour un autre Kim Kil Sung, se préoccupe tellement de son image de marque auprès de l'opinion internationale qu'il ne s'est pas privé, pour cette seule année, de dépenser près de 5 millions de dollars (3% du budget) en publicité rédactionnelle.

Ces derniers mois, le gouvernement togolais a sans doute franchi un nouveau pas, dans sa politique de racket, en décidant d'exiger de tous les utilisateurs

des bornes-fontaines (c'est-à-dire les couches les moins favorisées) une taxe de 2 francs CFA à chaque prélèvement d'eau. *Cet exemple est unique en Afrique !* Quant aux fonctionnaires et agents des entreprises paravilla personnelle estimée à plusieurs centaines de millions de francs CFA, alors qu'il affirme ne percevoir que la modeste solde de 411.000 francs CFA par moi.

Pillé et mal géré par des dignitaires cupides et insatiables, l'Etat togolais et aujourd'hui confronté à une banqueroute et à un marasme économique sans précédent. Ces difficultés se conjuguent avec une détérioration du climat politique et social que les campagnes publicitaires financées à grands frais dans la presse internationale et van-

tant les mérites du régime et de son « éclairer de pointe » ne publiques, ils perçoivent désormais leur salaire avec plusieurs semaines de retard, alors qu'ils réclament plutôt des augmentations de leurs rémunérations. Ces mesures impopulaires suscitent une résistance grandissante, ainsi qu'en témoignent les appels à la révolte diffusés par voie de tract à Lomé, la récente grève des chauffeurs de taxi et la colère des commerçantes de Lomé, suite à l'augmentation des taxes à l'importation. Tout porte donc à croire que la persistance de cette agitation pourrait, à court ou moyen terme, déboucher sur la mise à mort d'un régime largement rejeté par les populations.

Samé Ngosso

## IRLANDE

L'inquiétude augmente à l'approche de Noël dans les ghettos catholiques de Belfast où l'on compte avec anxiété le nombre de jours de grève accomplis par les sept prisonniers républicains de Long Kesh et les sept prisonnières d'Armagh. Falls Road, quartier catholique surmonté de l'enseigne « *Smash H Block* » (« *Détruisons le Bloc H* », NDLR : « *Détruisons la prison de Long Kesh* »), voit dans l'attente du premier mort. Partout affiches, auto-collants, banderoles, drapeaux appellent à soutenir l'action des prisonniers, tandis que des militants, recouverts symboliquement d'une couverture, se relaient au carrefour des rues principales.

Après la rencontre entre les Premiers ministres britannique et irlandais, il apparaît désormais clairement qu'aucune solution n'est à attendre de Dublin ou de Londres. La désignation par le *Sinn Fein* provisoire (aile politique de l'I.R.A. provisoire) d'un des sept grévistes de la faim comme interlocuteur officiel laisse la porte ouverte à des négociations, encore faut-il être deux pour négocier.

« *Don't let the Irish prisoners die* », « *Sauvons les prisonniers irlandais* », c'est précédé de ces banderoles que 5000 personnes ont défilé à Londres et 2000 à Paris, à l'occasion de la journée internationale de solidarité, le 6 décembre dernier.

A Dublin, 40.000 manifestants s'étaient déplacés de toute l'Irlande, dans le même but.

Au cours de cette journée, la mère de Mairéad Nugent (une des trois grévistes de la faim de la prison pour femmes d'Armagh) dont le fils est également à Long Kesh, devait déclarer qu'elle ne se battait pas pour la libération de sa fille, mais pour la satisfaction des revendications des grévistes de la faim. Si un des grévistes de la faim meure — affirme-t-elle — un homme plus jeune le remplacera ; il y aura des barricades « *faites de corps humains si nécessaire* ».

Cette farouche détermination ne semble guère émouvoir Margaret Thatcher, qui, de retour de Dublin après une série d'entretiens avec le Premier ministre irlandais, a tenu à rassurer une partie de l'opinion publique britannique en attestant qu'« aucune concession » n'avait été faite en ce qui concerne les grévistes de la faim. Les garanties données par la « dame de fer », selon lesquelles Londres ne cédera pas, ont semblé insuffisantes aux tenants de l'Irlande du Nord britannique, tel le chef de file des Unionistes, Ian Paisley qui lui reproche de s'être entretenue d'une « affaire interne » à la Grande-Bretagne avec un chef de gouvernement étranger. Le pasteur fanatique, sou-

## DIX MORTS EN SURSIS

tenu par les organisations paramilitaires unionistes, U.D.A. et U.V.F., Ulster Defense Association et Ulster Volunteer Force (approximativement l'équivalent de l'O.A.S. pendant la guerre d'Algérie) menace de porter le débat dans la rue. Autrement dit, au nom de la « démocratie bafouée », le révérend Ian Paisley prépare ses troupes à l'affrontement avec la minorité catholique déjà victime de pogroms en 1969 et de crimes sectaires en permanence. Les fidèles et loyaux sujets, partisans de l'Irlande du Nord dans le « Royaume-Uni » ont rapidement compris ce qu'attendaient d'eux leur député à Westminster : certains s'attaquent déjà aux maisons des quartiers catholiques arborant des affiches pour Long Kesh, en brisant les vitres.

Samedi dernier, *TF 1*, — une fois n'est pas coutume — diffusait un reportage filmé à Belfast au cours duquel fut interviewée Mary McFeely, la femme d'un des sept grévistes de la faim. Il n'a plus un pouce de chair sur les os, mais il a bon moral, devait-elle déclarer en substance. « Il est décidé à aller jusqu'au bout s'il le faut », « je lui demande chaque jour avant de le quitter : es-tu décidé à mourir ?... » confiait-elle au journaliste avant de s'effondrer en larmes.

Franck Rousset

# LE DEBAT CULTUREL UNE SOURCE DE CONFLITS ?

Nous poursuivons l'enquête menée en Martinique sur la culture, l'aliénation et les espoirs du peuple martiniquais, à travers le « Service Municipal d'Action Culturelle (SERMAC) de la ville de Fort-de-France.

Dans la première partie publiée dans notre numéro de la semaine dernière, il était question des conditions de création de ce centre et ses objectifs. Le problème était

de savoir comment allier la tradition à la résistance face aux agressions culturelles étrangères. Le débat sous-jacent traditionnel/moderne, créole/français cache en fait une série de problèmes.

Nous entamons ici la dernière partie de cette enquête, avec nos excuses du fait que nous n'avions pas mentionné la semaine dernière qu'il s'agissait de la première partie.

## Désaliéner avec ou sans les colons

Dans mon atelier, dit-il, « il y a eu au début deux types de stagiaires : les Français et les Martiniquais (instits, jeunes chômeurs, couturières, prostituées, rastas...). La présence des Français ne me posait aucun problème par rapport au but du SERMAC : désaliéner le peuple martiniquais », mais je ne pouvais pas dire aux Français de partir, j'ai simplement constaté que ma méthode de travail ne leur convenait peut-être pas, ils sont partis d'eux-mêmes. Quant aux Martiniquais, ils venaient surtout pour apprendre une technique qui leur permette de réaliser des choses concrètes pour eux-mêmes, ou pour s'installer à leur compte. Je ne parlerai pas des instits car eux, c'était pour répercuter cette technique au niveau des élèves. J'aurais des blancs, même des talentueux, je ne les exposerais pas... ».

A partir du moment où c'est un service municipal, on voit mal sur quels critères on interdirait à qui que ce soit, habitant la ville, la participation aux activités. La gratuité, donc l'ouverture totale du parc floral ne se pose pas seulement pour les Français (métropolitains surtout), mais aussi pour les médecins, psychiatres, professeurs, bref toute la catégorie des « salariés 40% » à qui on dispense gratuitement une pratique culturelle. De toute façon, les avis sont divergents. La création des centres périphériques dans les quartiers les plus populaires est d'ailleurs là pour contrebalancer cette accapitation de la culture par « ceux qui n'ont pas le ventre vide ». Mais sur le papier les choses sont toujours très belles, dans la réalité les centres périphériques sont les parents pauvres, et les victimes du rayonnement des ateliers du parc floral.

## Travailler laalebasse c'est retourner à la bicyclette

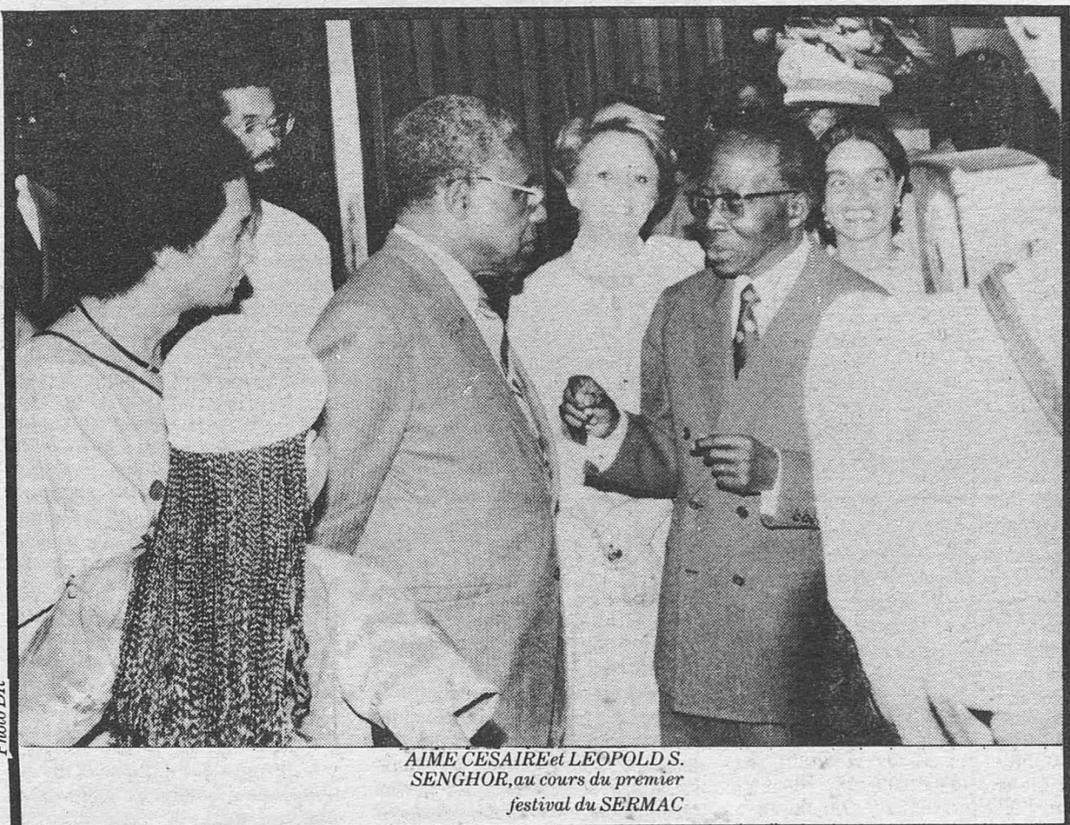
L'atelier « Céramique » est un des ateliers où il y a le plus

de Français. Mais la présence de plus de 50% de Français ne semble pas préoccuper outre mesure son animateur. Raymond Sinamal explique pourquoi : « La céramique est la première manifestation des habitants d'ici, moi je pense que le Martiniquais n'a pas encore pris conscience qu'on peut faire de belles choses avec le matériau de son pays, la terre ou autre chose de son pays, laalebasse ; pour les gens, travailler laalebasse, c'est retourner en arrière comme si tu délaissais la voiture pour la bicyclette, c'est régresser. Travailler la terre, c'est retourner à zéro, et puis ce n'est pas une activité comme la danse ou le théâtre et la musique. Il faut travailler longtemps avant d'arriver à un résultat ; lorsque j'ai des stagiaires martiniquais, j'insiste beaucoup pour leur faire comprendre que cette terre nous appartient. Qu'il y ait beaucoup d'Européens dans mon atelier, cela ne me gêne pas, petit à petit, les Martiniquais vont venir, car ils voudront faire comme les Européens ». Constat à la fois lucide, courageux mais dur à avaler ; il traduit peut-être d'une manière caricaturale le comportement du Martiniquais vis-à-vis de ses propres faits de culture.

## Touches impressionnistes d'Africains

J'ai constaté par exemple que l'atelier « danse traditionnelle » était dans ses composantes majeures beaucoup plus noir que l'atelier « danse contemporaine et moderne », et que les moyens alloués au premier étaient de loin inférieurs au second. Que le public lui-même ne visite pratiquement pas les expositions et surtout, il descend à 19 heures pour aller voir tel ou tel spectacle payant au « parc municipal », mais que par contre pour les spectacles gratuits, on allait à la savane, un lieu et non plus une manifestation culturelle identifiée.

Tous ces mots entendus pendant et durant le « festival » sont-ils seulement des mots au même titre que les faits anodins du « festival » : comme par exemple croquer ses pistaches, manger ses brochettes de lam-



AIME CESAIRE et LEOPOLD S. SENGHOR, au cours du premier festival du SERMAC

bis, et boire son jus de maracudja (fruits de la passion) et faire son « cancan » sur « Y » ou « X » ?

## Les contestataires du SERMAC

Ils sont nombreux à tout lui reprocher, surtout à lui reprocher d'être un « mastodonte » qui broie tout sur son passage ; un habitant de la ville m'a confié : « Il y a une faiblesse d'analyse des responsables, leur erreur, c'est de croire que les 50% de chômeurs vont se précipiter ici parce qu'ils n'ont rien à faire de leur journée. En plus, les thèmes du « festival » sont pasés du soutien à la lutte du peuple du Vietnam héroïque au peuple angolais, du peuple sud-africain, du soutien au peuple martiniquais pour sa lutte contre son aliénation à la lutte des peuples noirs en général sans aucune précision sur les réalités de leur pays ; (ainsi l'année dernière il fut dédié aux peuples noirs d'Amérique du Nord et cette année au peuple noir d'Amérique Latine, sans que rien ne soit évoqué du Brésil, ni du problème noir, dans ce pays, ni du fait qu'il soit une société multiraciale). Des Brésiliens viennent en Martinique, dansent, s'excitent sur les femmes martiniquaises, et personne ne dit rien ; tout cela, c'est le « festival ». Il n'y eut point de rencontre entre les deux peuples mais ça n'émeut personne.

José Egouy, un jeune homme de 23 ans conteur d'origine d'une commune de pêche et paysanne du nord de la Marti-

nique s'écrit : « La Martinique, ce n'est pas Fort-de-France, c'est aussi les communes, c'est-à-dire une autre manière de vivre, un autre monde ; celui des mornes, où il y a un amour entre les gens, où ça les blesse d'être français. Nous avons la tradition de la veillée mortuaire, autour d'un arbre à tour de rôle sous la lumière des flambeaux, les hommes racontent des histoires sur Saint-Pierre, sur le « Chien Fé ». Le SERMAC aurait pu être, il l'est sûrement, un endroit où les différentes catégories sociales, culturelles de la Martinique se confrontent. Pour l'instant, il est un lieu où des hommes, des femmes martiniquaises se rencontrent, s'interrogent sur leur identité, un lieu où ils s'interrogent pour tout oublier, tout réapprendre. ».

## Contre le monopole de Fort-de-France

Mais certains s'interrogent perplexes, comme Roger Robinel. « Se désaliéner pour oublier quoi au juste ? ». Se désaliéner comme et pourquoi, pour qui ? Roger n'oublie pas qu'il fut kiné-esthéticien et coiffeur, le SERMAC fut pour lui une remise en question de lui-même, au début, il affrontait avec une certaine appréhension sa tâche d'animateur, mais quatre ans après, il ne sait plus où il en est : « Je me demande si au SERMAC on fait de la culture et de la politique ou tout simplement une culture électoraliste ? Parfois j'ai l'im-

pression qu'on est loin de l'homme martiniquais, de son accès à sa propre culture que la confrontation entre le riche et le pauvre n'a pas eu lieu, surtout nous ne bougeons pas assez vers les communes ».

A l'intérieur du SERNAM, les réflexions, les reproches ne manquent pas ; ils sont tous conscients d'avoir entre les mains un magnifique instrument de politisation, mais parfois ils sont perplexes comme un enfant devant un trop beau jouet.

Certains se demandent : Si la municipalité qui est de gauche change un jour de maire, le SERMAC ne continuerait-il pas à fonctionner comme avant ? ».

Surtout que la droite ayant compris l'enjeu culturel pour l'homme martiniquais, n'hésite pas à se lancer aussi dans ce domaine avec l'agressivité qui est la sienne dans ce pays. La préfecture a créé dans un quartier résidentiel de Fort-de-France un Centre Martiniquais d'Action Culturelle (C.M.A.C.) qui offre des cours gratuits. Une association d'artistes se monte dans le nord de l'île, l'A.S.A.N.

Leurs promoteurs avouent même aller chercher l'argent là où il se trouve, auprès de l'Etat français bien sûr. Malgré ces coups de boutoir, le SERMAC a encore un bel avenir devant lui car il fut le premier à inventer ce type d'action culturelle et il s'est attaché tout le petit peuple foyalais (\*).

Maria M. Kala-Lobe

(\*) Habitants de Fort-de-France.

# Comment être photographe immigré ?

Deux mondes. D'un côté, une explosion de couleurs en Kabylie, de très beaux paysages de montagnes. De visages d'hommes, de femmes et d'enfants souriant à la vie. Les photos d'Amar Hadjih sont une invitation au voyage à découvrir cette région de l'Algérie. De l'autre côté, le monde des immigrés perçus par le regard de Senna, immigré lui-même et ce n'est pas le fait du hasard si ses clichés apparaissent en noir et blanc, lui ne peut rester insensible à l'expression de ces visages marqués par le déracinement

de toute une vie de labeur, de tristesse, et de joie, de ces gosses jouant dans leur cité de béton. Les photos de Senna ne sombrent pas dans un misérabilisme classique ; chacune de ses prises de vue en noir et blanc sont d'une force, d'une beauté et de plus, elles sont toutes une note d'espoir.

Tous collaborent avec le journal et c'est là que Amar et Senna se sont rencontrés, et ont confronté leurs visions sur la photo. Néophyte de la photo, je les ai écoutés.

**Amar :** La photo pour moi est un moyen de visualiser une scène d'une manière objective, qui peut être appréciée subjectivement. Dans la photo, il y a une part de phantasme au niveau du type qui fait et du type qui voit cela ; la photo rend mieux que le verbe.

**Senna :** Il ne faut pas négliger l'écrit, la photo, c'est le complément de l'écrit.

**Amar :** J'ai essayé de diriger un regard d'un néophyte, certes on peut essayer de le diriger vers la photo par une phrase ou un texte.

**S.F. :** Quel rôle joue la photo dans l'immigration ?

**Senna :** Une photo joue un très grand rôle dans l'immigration, quelqu'un qui est en-de-

hors des problèmes de l'immigration, la photo est un moyen d'attirer son attention.

**Amar :** Je m'élève beaucoup contre l'utilisation de la photo de l'immigration.

**Senna :** Je me demande s'il n'y avait pas l'immigration, de quoi vivraient certains photographes, par exemple les agences qui demandent à un photographe d'aller prendre un cliché d'un immigré avec sa valise à Barbès, je trouve cela ridicule en ce qui me concerne, il faut qu'il y ait un véritable contact avec la personne photographiée.

**S.F. :** J'aimerais que vous me disiez comme vous avez été amené d'une part à faire de la photo et d'autre par d'en vivre.

**Senna :** Je suis venu travail-

ler en France il y a quelques années, j'ai traversé beaucoup de problèmes, je pensais pouvoir étudier et travailler en même temps, ça a été très dur. Le jour j'étudiais et la nuit je travaillais ; comme je faisais un peu de photo, je me suis lancé dedans et maintenant j'en vis. Certes je suis matériellement privilégié, mais je vis toujours les mêmes problèmes que les immigrés.

**Amar :** J'ai été mousse sur un bateau allemand, j'ai voyagé dur deux années, j'ai vécu la solitude et j'ai vu des superbes couchers de soleil et des paysages fantastiques qu'on ne peut pas décrire par le verbe. C'est ce qui m'a amené à faire de la photo. J'ai fait un reportage sur les cités de transit à Nanterre, pour moi, c'était de voir la réalité de près et de la fixer. Dans ma première expo, j'ai vu que l'image avait plus de force que le verbe. Pourquoi cette expo sur la Kabylie, j'ai voulu montrer toutes les valeurs culturelles que je connaissais mais que je ne ressentais plus, parce que je ne maîtrise ni ma propre culture, ni la culture française.

La discussion fut longue et intéressante. Un débat, riche et passionnant, où les deux photographes immigrés ont insisté sur la spontanéité de la photo, et leur refus d'aller chercher le sensationnel « prémédité ».

Une manière pour eux de se détacher du reporter photographe qui agresse, surtout pour des immigrés qui sont suffisamment agressés par ailleurs. D'où peut-être cette recherche de l'esthétique sur laquelle ils insistent.

**Mohamed Nemmiche**

Une exposition à voir absolument. A l'Atelier 74, 74 rue de la Verrerie 75004 Paris. Tous les jours.



Gitans arrivant dans le taudis qui leur sert de logis. La Chapelle Paris 1980

« le spontané dans la photo »  
Photo 80-Senna

## CINEMA Carthage ou les rendez-vous manqués

Offrant, en compétition officielle, un choix de films arabes et africains de qualité inégale, et semblant cultiver un vague et un flou (que je n'oserais qualifier d'artistique) dans leur orientation générale, les journées cinématographiques de Carthage 80 n'auront décidément pas été ce grand festival des cinémas du Tiers-Monde que ses premières manifestations avaient laissé espérer. Si l'organisation du Festival n'a rien fait pour aider une confrontation culturelle positive entre les quelques gens de cinéma qui s'étaient déplacés à cette occasion, la rencontre avec le large public tunisien n'aura eu lieu qu'en fin de semaine,

alors qu'il n'aurait pas été trop difficile de le programmer une semaine plus tard, soit pendant la période des vacances d'hiver. Ni tiers-mondiste donc, ni à vocation « pan-arabe » ou « pan-africaine » mais peut-être... baasiste ? Plaisanterie mise à part, il y avait comme une prise de position politique dans cette complaisance ostentatoire à l'égard de la production cinématographique irakienne. Pensez donc : on inaugure le festival avec un film excellent au demeurant sur le plan cinématographique, retra-

çant la glorieuse épopée du baas en Irak tendis qu'en marge de la compétition officielle, mais toujours dans le cadre des journées cinématographiques de Carthage se déroulait, dans une des salles du centre ville, un festival en hommage à la production irakienne développant à quelques exceptions près le même thème. Dans le contexte du conflit Irak-Iran, tout cela laisse songeur... En ce qui concerne la compétition officielle, d'un ensemble de productions où le terne et le médiocre dominent, émergent fort heureusement quelques œuvres plus intéressantes et pour certaines de grande qualité, tant du point de vue purement esthétique et technique que par l'actualité des thèmes abordés. Les films primés sont de celle-là : « Aziza » de Abdellati Bannamar, où la prise de conscience d'une jeune Tunisienne, « Ali au pays des mirages », film algérien d'Ahmed Rachedi, qui analyse avec talent et clarté la situation de l'immigration en France, et « Fad Jal », film sénégalais de Safi Faye qui met en scène une communauté paysanne qui par sa solide unité parvient à vaincre la féodalité. point n'est besoin de s'attarder sur ces trois films qui n'ont pas démenti la consécration dont ils furent

gratifiés. Aux thèmes dominants : le problème du statut inférieur de la femme dans nos sociétés arabes et africaines, la condition de l'immigration, la lutte contre la féodalité, il faudrait ajouter celui du retour aux sources du patrimoine culturel des pays colonisés : c'est ce thème que développe notamment Abdou Achouba, cinéaste marocain, dans son film : « Tarounja » qui attira les foules de fans de Nass-el-Ghiwane qui y tiennent les principaux rôles.

C'est encore ce thème, enrichi de celui de la résistance de l'Afrique aux missions évangéliques que l'on retrouve dans le long métrage du Congolais Jean-Michel Tchissoukou, « La Chapelle ». Le film qui obtint, à la fois un prix (celui de la critique internationale), un succès remarquable auprès du public et dont le réalisateur, un Palestinien de l'intérieur, Michel Khleif fut longuement ovationné le jour de la clôture, est : « Mémoire fertile » qui vient heureusement rompre avec la tradition du film militant sur la production palestinienne habituelle dont l'assèchement idéologique et le manque total d'intérêt accordé au plan esthétique ne peuvent qu'affliger les plus fervents défenseurs de la

cause palestinienne. « Mémoire fertile », film documentaire met en scène deux femmes : deux Palestiniennes de Cisjordanie, dans la réalité de leur vie de chaque jour. Certes, elles le reconnaissent elles-mêmes, ni l'une ni l'autre, n'est un modèle de militantisme à la Leïla Khalel que la désormais tradition palestinienne nous a toujours présentée : Kalachnikov à l'épaule et regard déterminé.

Si déterminées elles sont effectivement, c'est dans leur volonté commune de ne pas quitter leur terre occupée malgré la répression quotidienne, malgré le poids des traditions et dans leur désir de changer, non pas une réalité globale dans un hypothétique avenir, mais la réalité à leur propre niveau, à l'échelle modeste de leur condition de femmes palestiniennes de l'intérieur. A travers elles, nous entrons dans la réalité encore méconnue des Palestiniens de Palestine occupée.

L'une est ouvrière ; c'est sur le tard, et malgré elle ; elle est âgée et attachée aux traditions, qu'elle a dû s'engager dans le monde du travail. Elle est l'incarnation humaine de la résistance physique d'abord, pour « tenir le coup » entre un travail exténuant et sa vie de mé-

nagère, résistance forcenée quasi physique encore, dans le refus catégorique qu'elle oppose aux manœuvres des Israéliens et aux tentatives de ses propres enfants pour lui faire vendre sa terre. Et avec la naïveté de ceux qui croient et espèrent, elle leur rétorque un argument de poids : « Et le jour où tout le monde reviendra, et reprendra sa terre, que ferons-nous, si nous avons vendu la nôtre ? ».

La seconde, Sahar Khalifa, est écrivain. Son itinéraire est, bien qu'elle s'en défende, exemplaire : après avoir mené ce que l'on appelle une vie « normale » de femme mariée sans autre fonction sociale, elle a décidé, un jour, de rompre cette condition et de vivre libre. Sa conscience s'est forgée, à partir de son désir d'écrire et de créer.

Sa démarche culturelle tend vers l'authenticité : le groupe de recherche théâtrale qu'elle anime à l'université de Bir-Zeit travaille essentiellement sur le patrimoine populaire culturel palestinien qu'il s'efforce de faire revivre enfin. Sur sa condition de femme divorcée, elle jette un regard sans amertume mais aussi sans illusion.

Suite page 13...

# La lutte contre le pouvoir est la lutte de la mémoire contre l'oubli



Harbi, comme Kundera à qui nous empruntons le titre de cet article, sont des exilés. L'un algérien, l'autre tchèque. L'un comme l'autre veulent rendre leurs absences fertiles. A défaut du présent interdit, révéler le passé.

La similitude des destins ne s'arrête pas là.

Ils sont tous deux victimes d'un même phénomène mondial : *L'arbitraire bureaucratique*.

Kundera commence son livre « *Du rire et de l'oubli* » par une véritable parabole qui est de surcroît un fait réel : « *en février 1948, le dirigeant communiste Klement Gottwald se mit au balcon... Un moment fatidique... Gottwald était flanqué de ses camarades, et à côté de lui, tout près, se tenait Clementis. Il neigeait, il faisait froid et Ottwald était nu-tête. Clementis pleine de sollicitude a enlevé sa toque de fourrure et l'a posée sur la tête de Gottwald... Sur ce balcon a commencé l'histoire de la bohème communiste. Tous les enfants connaissent cette photographie pour l'avoir vue sur des affiches dans les manuels et dans les musées. Quatre ans plus tard, Clementis fut accusé de trahison et pendu. La section de propagande le fit immédiatement disparaître de l'histoire, et bien entendu de toutes les photographies. Depuis Gottwald est seul sur son balcon. Là où il y avait Clementis, il n'y a que le mur vide du palais. De Clementis, il n'est resté que la toque de fourrure sur la tête de Gottwald.* »

Harbi ne m'en voudra pas si je commence la critique de son ouvrage dense et bien écrit par ce que me suggère les photo-

graphies de son livre. Comme l'a montré Kundera, ce n'est pas un exercice vain. Les photographies qu'il glisse au milieu de son livre sont riches de symboles et d'émotion.

Voit des hommes comme Messali El Hadj, Boudiaf, Ait Ahmed, Ben Bella, Abane Ramdane, Boumediène, Krim Belkacem, Khider, Ferhar Abbas, Ben Khedda, j'en passe et aussi ces soldats djounouds de l'ALN anonymes...

Cela me laisse pour le moins songeur. Des noms, des noms oubliés. Des noms trainés dans la boue. Des hommes assassinés ou déifiés et tous les autres...

Des noms qui personnifient nos déchirements d'Algériens, derrière l'apparence mythique d'unité.

Qu'en est-il vraiment de ces hommes qui ont fait notre histoire et qui, pour certains, continuent de la faire ?

Question brûlante, qui coûte un exil, après la prison, à Mohamed Harbi comme à tant d'autres qui ont voulu s'exprimer plus haut que ne leur était permis.

Le pouvoir tient sa force, c'est bien connu, du mystère et de la capacité d'oubli des peuples.

A ce mystère et à cet oubli, l'historien répond par un tra-

vail méthodique et lucide. Point d'invectives ou de procès à rebours : des faits magistralement éclairés.

Harbi parle de l'intérieur de la conscience nationale algérienne. Il reconnaît au F.N.L. « *malgré une lutte inégale et de nombreuses incertitudes* » le mérite d'avoir atteint son but :

l'indépendance de l'Algérie et la naissance d'une société nouvelle. Il veut rendre à son peuple l'histoire de cette société, à travers ce qu'il appelle « *le nationalisme populaire* ». Il nomme ainsi cette partie du Mouvement National Algérien ; née dans l'immigration avec l'étoile nord-africaine et qui en 1954 (voir tableau page 389) s'est scindée à partir du M.T.L.D. en trois tendances rivales : F.L.N. M.N.A., centralistes. Indiquons au passage que tous les dirigeants du F.L.N. sont des militants de l'ancien parti — aux diverses appellations — dirigé par Messali El Hadj et qui a éclaté en diverses tendances dont l'une va prendre le dessus sur les autres.

Pour comprendre l'émergence de la bureaucratie érigée en classe dominante, il faut partir de l'O.S. (branche clandestine et armée du M.T.L.D.).

De plus pour Harbi « *la répression coloniale et les pesanteurs d'un passé qui ignorait*



Une unité combattante de l'ALN au maquis.

Photo Archives Harbi

l'individu et la liberté conjurent leurs effets pour imposer au nationalisme populaire les structures d'encadrement autoritaires et une forme particulière de rapport avec le peuple. Les références constantes à la nécessité de sauvegarder une organisation dissimulent la volonté de commander et la méfiance à l'égard des masses. »

Il ajoute plus loin :

« *Produit d'une décomposition sociale, la bureaucratie algérienne a pour origine le blocage du système économique avec son corrolaire, le déclassement. Elle sera un appareil de parti avant de devenir l'embryon de l'Etat.* »

Le livre de Harbi se veut donc « *une analyse des controverses et des conflits qui ont déchiré le nationalisme populaire entre 1946 et 1962* » et dont les échos retentissent à nos jours. Harbi tente d'éclairer les difficiles mécanismes de lutte, d'opposition et d'alliance à l'intérieur de(s) la direction(s) de la révolution algérienne.

Il échappe au « *marxisme vulgaire* » qui est une autre forme de religiosité. Pour lui, il n'y a ni bons (révolutionnaires) ni méchants (réactionnaires), mais des hommes dans leur humanité avec ce que cela comporte de connotations historiques, sociales et psychologiques.

Maxime Rodinson dans un article paru dans le *Nouvel Observateur* daté du 3 novembre 1980, a bien raison de dire que cet ouvrage est une leçon pour une certaine gauche européenne qui oscille de l'idolâtrie au reniement de ses idéaux.

Harbi, lui, a tenu bon la barre et a produit, en scientifique, un œuvre au-delà de ses propres blessures.

Abdallah Ben Aïssa



Des milliers de travailleurs algériens défilent le 1er Mai 1953 sous la banderole du M.T.L.D.

Photo Archives Harbi

**Mohamed Harbi**  
Le F.L.N., mirage ou réalité — des origines à la prise du pouvoir, 1945-1962.  
Edition Jeune Afrique.

**Milan Kundera**  
Le livre du rire et de l'oubli  
édition Gallimard

Autres ouvrages de M. Harbi

— *Aux origines du F.L.N.*  
Le populisme révolutionnaire.  
Editions Christian Bourgeois.

En préparation :

— *Archives de la révolution algérienne.*

— *Les mémoires de Messali El Hadj*  
Ed. Hachette

## ...Suite de la page 12

Elle envisage presque avec sérénité la solitude que sa marginalité de femme qui refuse les structures traditionnelles de la famille a entraînée. « J'ai pensé partir en Europe, lorsque la vie devenait trop lourde à porter, j'ai compris que j'aime ce pays, qu'ici, les gens sont bons et que c'est ici que je dois rester ». La marginalité semble être le lot de toute femme arabe qui pour se libérer du carcan des traditions doit décider la rupture (momentanée ou définitive) avec son milieu originel. C'est de cette coupure et du déchirement qu'elle opère en elle-

même que les femmes immigrées du film « *Larmes de sang* » d'Ali Akika parle.

Et là, par-delà le film dont les insuffisances laissent un goût d'insatisfaction, pour l'anecdote pure et simple, notons la manière avec laquelle ce film fut accueilli par une frange très particulière du public de ces journées cinématographiques de Carthage 80 : les intellectuels d'avant-garde des grands courants des années 60. Et l'on vit le pauvre Akika littéralement assailli par ces personnages follement rétro qui se découvraient soudainement des vocations de psychanalystes et s'efforcèrent de le persuader

que lui-même, ainsi que les femmes de son film, tous étaient douloureusement complexés de vivre en France (dans le confort et l'abondance ?) et que la culpabilité de ne pas rentrer les dévorait. On lui reprocha enfin, et ce, dans un français des plus châtiés, son occidentalisation et sa bâtardise culturelle. Le public populaire tunisien, lui, n'était apparemment pas tourmenté par ces graves problèmes lorsqu'il applaudit chaleureusement le film de A. Rachidi : « *Ali au pays des merveilles* ». Dans un registre plus dramatique, la guerre civile au Liban a inspiré, quant à elle, nombre de cinéastes. En-de-

hors des courts métrages sur Beyrouth, où les images de ruines succèdent aux images de ruines, signalons le long métrage intitulé « *Le canardeur* », mettant en scène l'un de ces tireurs isolés, personnage lugubre de la guerre civile, remarquablement interprété par Roger Assaf. Ce film analyse avec beaucoup de finesse les mécanismes des structures classiques de la société libanaise qui ont conduit à la guerre confessionnelle. Deux pays ont présenté leur première réalisation : le Koweït avec un court métrage sur Beyrouth et l'île Maurice, avec un long métrage intitulé : « *Le sourire revient* »

dont la beauté esthétique ne peut racheter le manque d'épaisseur du thème. Ce qui est d'autant plus regrettable que la réalité mauricienne ne manque pas de richesse culturelle ni de problèmes politiques. Pour terminer sur une note plus positive, signalons le court métrage algérien (ceci sans chauvinisme aucun) intitulé : « *Djémal au pays des images* » (l'imagination semble manquer aux réalisateurs algériens en ce qui concerne les titres), dont la beauté et la poésie ont bien mérité le prix qui lui a été attribué...

F.L.

# La bonne santé du foot-ball camerounais

Le canon de Yaoundé a remporté la coupe d'Afrique des Clubs champions. Devant cent mille spectateurs médusés, il a étrillé l'AS Bilima par un score sans appel de 3 à 0 à la grande déception des Zairois qui espéraient un doublé après la victoire du « tout-puissant » Mazembé en coupe des coupes la semaine précédente. Par cette victoire, le CANON inscrit la 3ème coupe des clubs champions à son palmarès et démontre la bonne santé du foot-ball camerounais sur la scène africaine.

Le 30 novembre dernier a eu lieu à Daoula le match aller de la finale de la Coupe d'Afrique des clubs champions entre l'équipe Zaïroise l'AS Bilima. Pour arriver à ce stade de la compétition, l'AS Bilima a su se défaire de Douala un autre club camerounais par un score sans appel de cinq buts à un. A l'aller les deux équipes avaient fait match nul, un à un. Quant au canon de Yaoundé, il lui a fallu par contre sortir le grand jeu pour aller vaincre et se qualifier à Benin City (Nigeria) face au *Ben del Insurance*.

Si, à l'aller l'équipe nigérienne réussit à contenir les assauts du canon en faisant match nul zéro à zéro, il n'en fut pas de même au match retour où les Camerounais marquèrent quatre buts pour en encaisser deux seulement, ce qui leur octroyait le billet pour la finale. *Bilima* et le *Canon de Yaoundé* se rencontrèrent donc une première fois à Daoula. Au coup de sifflet final, les deux équipes avaient pu se départager. Deux buts furent l'œuvre d'Abega et de N'Guea et ceux de *Bilima* eurent pour auteur *Mayele*. En arrêtant un pénalty dans les dernières minutes du match *Siampasi* avait

sauvé son équipe d'une défaite certaine. Ce résultat de deux à deux, bien que donnant un avantage à *Bilima* pour avoir marqué deux buts à l'extérieur, ce qui lui donnerait la victoire finale en cas de match nul (0 à 0) ou (1 à 1) au match retour, préserverait l'importance et le suspense de la rencontre de Kinshasa. Une semaine après la victoire du *Tout-puissant Mazembe* en coupe d'Afrique des coupes, le stade du 20 mai renouait avec l'ambiance et l'effervescence des grandes rencontres. Plus de 100 000 spectateurs, entassés dans les gradins, certains assis sur les hauts des pylones électriques étaient présents à l'heure du coup d'envoi. Une victoire de *Bilima* consacrerait un retour en force du foot-ball zaïrois au sommet du foot-ball africain après une longue éclipse.

C'est sur un terrain mouillé que les deux équipes entamèrent la rencontre ; la pluie n'avait cessé de tomber que quelques instants avant le début du match. Tout au long de la première mi-temps, les deux équipes faisaient jeu égal et se neutralisaient. Le match était équilibré, aux actions coordonnées et élaborées du *Canon* de Yaoundé succédaient celles de *Bilima* restait prudente et cherchait apparemment au petit résultat. Au fur et à mesure du déroulement de la partie le *Canon* prenait davantage l'initiative et contrôlait le match. Menaçant constamment *Siampasi* et devenant maître dans l'entre-jeu les joueurs camerounais prenaient confiance et sentaient le match à leur portée. Les actions les plus tranchantes de cette première mi-temps furent à leur actif, entre autres celles de *Emana* à la 30ème minute et à la 40ème minute de jeu.

Après le jus de citron, le match changea totalement de physionomie et évolua à l'avan-



Photo DR

tage du *Canon* qui mit à profit la mi-temps pour recharger ses batteries et repartir de plus belle, menacer *Siampasi* le gardien de *Bilima*. coup sur coup, en l'espace de deux minutes, deux banderilles du *Canon* firent mouche alors que l'on jouait depuis sept minutes seulement. Une première fois, à la 52ème minute, un maître de tir de *Mana-Onguène*, dont lui seul a le secret, à la hauteur de 18 mètres envoya la balle se loger dans la lucarne à la grande joie des supporters camerounais qui s'étaient déplacés jusqu'à Kinshasa. Alors qu'un frisson venait d'envahir les milliers de supporters zaïrois et que la remise en jeu venait tout juste d'être faite, l'attaque du canon profitant du flottement et de la désorganisation des défenseurs de *Bilima*, encore sous le coup du but qu'ils venaient d'encaisser, aggrava la marque grâce à l'omniprésent *Manga-Onguène* efficace à souhait. Une attaque bien amorcée, une série de passes de la

tête dans la surface de réparation même (il faut le faire) et une dernière tête, celle de *Manga-Onguène*, envoya la balle mourir au fond des filets à la stupefaction du public, qui n'en croyait pas ses yeux, 2 à 0 à la 52ème minute de jeu, tout était à refaire pour *Bilima* dont on attendait une réaction d'amour propre. Malheureusement pour ses supporters il n'en fut rien. C'est au contraire le *Canon* de Yaoundé qui continuait à attaquer et à faire l'essentiel du jeu.

Loin de se regrouper en défense pour assurer leur avance, ce que nombre d'équipes auraient fait dès le premier but, les joueurs du *Canon* confirmaient leur aisance en terrain adverse et tout le bien que l'on pensait de leur jeu offensif. Une fois encore ils apportaient un démenti à tous ceux qui les voyaient perdants. En continuant à attaquer au lieu de se contenter de se défendre le *Canon* finit par assurer le KO à *Bilima*. Deux minutes après

une dangereuse action de *N'Gwéa*, entré à la place d'*Eboué* blessé, le canon obtenait un corner. *Abega* dit *Docteur* tira le corner, *Siampasi* le goal de *Bilima* voulait renvoyer la balle et la laissa s'échapper dans sa cage. C'en était fait des chances de victoire de *Bilima* voulait renvoyer la balle la laissa s'échapper dans sa cage. C'en était fait des chances de victoires de *Bilima* à cette 75ème minute de jeu. Il ne faisait plus de doute que cette coupe irait à Yaoundé pour la troisième fois après celles remportées en 1971 et 1978.

Jusqu'à la fin le *Canon* continua à attaquer. *Bilima* réussit à se créer deux occasions de buts dont une à la 90ème minute de jeu ou trois de ses attaquants se retrouvèrent face à la cage vide mais ne parvinrent pas à marquer. Il était dit que ce dimanche *Bilima* ne marquerait pas.

M.S.



Photo DR

## KINSHASA

Stade du 20 mai.

100 000 spectateurs environ  
temps pluvieux. Pelouse trempée

Arbitrage de *Hassan Fahmy*  
(Egypte)

Composition des équipes :

Canon de Yaounde, N'Kono, Ollé-ollé, Akono, Eboué, Aoudou, M'bida, Abega, M'Doumb, Manga-Onguéné, E,ana, Edzong (N'Guéa).

As Bili.ma: Siampasi, Kungu, Mandiga, Beva, Malbanga, Mukandila, Mafuta, Mangala, Mayelle, muntubita, Mobati (M'Ba, Yamba)



# AGENDA

## PARIS

### Exposition

Visage et paysage de Kabylie de Amar Hadjih. Immigration en noir et blanc de Senna Abdelhak. Virage à partir du noir et blanc de Jean-Michel Lefevre. A l'Atelier 74 (74 rue de la Verrerie), jusqu'au 2 février 1981.

Exposition de Céramiques de Moheiddine Hussein, jusqu'au 25 décembre au Centre Culturel Egyptien, 71 Bd St-Michel.

Peintures et sculptures de Anna Stein. Céramiques de Istnan Ennodi à l'Espace Bouvier (31 rue François Bouvier, 75 015).

Exposition vente d'artisanat d'Amérique Latine (tissage, objets de cuir, objets en terre cuite etc.) jusqu'au 10 janvier au Centre Culturel Latino-Américain (6 rue des Fossés St-Marcel).

Exposition de tableaux de Rachid Khimoune, jusqu'au 18 janvier au 12 et 14 rue Augereau, Paris.

### Musica

Le groupe africain Wind, le 24 décembre à 20h30 au foyer A.F.R.P. de Falguière.

Le groupe africain d'Alfortville le 20 décembre à 22 heures au foyer A.F.R.P. de Massena, boulevard Massena, Paris.

« Harlem Swing » : un hommage au grand comédien, musicien noir américain, Fats Waller au Théâtre Saint-Martin à 20h45 (tél.: 607.37.53).

### Rock

Boppin'cats le 23 décembre. Mégot le 30 décembre au 7 rue St-Séverin : le Saint. Entrée : 30-40 francs.

« Cache ta joie » pièce rock avec 20 comédiens et le groupe

français Factory au théâtre de Paris, 15 rue Blanche, jusqu'au 8 février à 20h30.

Pour ceux et celles qui aiment le rock, vous pouvez vous élever au Dunois du 24 décembre au 31, en écoutant « Rock d'hiver », avec OTH, Stop, Digital (25 rue Dunois, Paris).

Thriller, Tremplin, Elexir au Golf Drouot (2 rue Drouot) du 24 au 31 décembre. Entrée : 40-50 francs.

### Blues

Gospel and Blues Night avec Mickey Backer, la Velle, Sugar Blue le 22 décembre (18h30 et lundi 29 décembre (18h30) au théâtre Petit Forum (Forum des Halles).

Le groupe Ly Country Blues le 26, 27 décembre (22h) à l'Écume (98bis rue de l'Ouest).

### Folk

Djalma : le sang tzigane bout dans ses veines, 20 décembre à 22h30 au Contenable (55 rue des richives). Entrée : 15 à 35 francs.

Patrick Belfa Flor (folklore antillais) jusqu'au 31 décembre au Lucernaire (53 avenue Notre-Dame des Champs) (29 à 33 francs).

Antonio Manson (chansons du Portugal) le 20 décembre (22 heures) à l'Écume (99bis rue de l'Ouest).

### Jazz

Vaop Ragtime, swing combo, Alligator jazz band New Orleans Wanderers (23 au 30 décembre) au Petit Journal (71 Bd St-Michel).

Joe Newman de la New Orleans jusqu'au 31 décembre à l'Hôtel Meridien (81 Bd Gouvion St Cyr), 39 francs.

Mois de la Bande Dessinée : contes pour enfants et pour adultes, musique, théâtre, projection cinéma, contes musicaux. Pour plus de renseignements, tél.: 707.85.14 au Théâtre

Noir, 20 rue des Cendriers, 75020 Paris.

« Comme d'habitude » et « L'Anniversaire de la mère » : Deux spectacles présentés en alternance par Augusto Boal et le théâtre de l'Opprimé jusqu'au 31 décembre à la Cartoucherie de Vincennes, tous les jours à 20h30 et le dimanche à 16h ; Prix des places 25 et 35 francs.

### Cinéma

« Vivre libre et mourir » de Christian Lara. Procès de la colonisation. Histoire du peuple de la Guadeloupe : massacres, génocides, esclavage ; le visage de la France civilisatrice. Film à voir pour connaître l'histoire du colonialisme français aux Antilles.

« Plogoff, des pierres contre des fusils » de Nicole Le Garrec. La résistance de toute une ville contre le nucléaire, un document à voir.

« The Blue Brother » de John Paudis. Un film complètement dingue, où les voitures cascades dans un délire musical (James Brown, Ray Charles...).

Réfugié du Laos. « Du côté de Rejatas » et les « Aventure de Yout ko ». Deux films sur l'exil du peuple Hmong jusqu'au Limousin et la New-Orleans.

## BANLIEUE

### Mousiqua dans les foyers

#### Corbeil

Ali Khiran Benzouz le 20 décembre à 20h30 au Mille Club.

#### Vitry

Afrah le 24 décembre à 20h30 au Foyer A.F.R.E.P.

#### Bondy

Fête de solidarité Immigrés Français le 27 décembre de 16h à 24h à la salle des fêtes de l'hôtel de ville.

#### Créteil

La nuit du jazz : toute la nuit une dizaine d'orchestres occuperont les deux salles de la maison des Arts, place Salvador. M<sup>o</sup> Créteil Préfecture (de 22h à 4h du matin) le mercredi 31 décembre.

#### Nanterre

El Amele à 20h30 au Foyer A.F.R.P.

#### Boulogne

Ballet théâtre Lemba à 14h30 au Foyer Aftan.

#### Coignies

Le groupe Afrah le 20 décembre à 20h au Foyer A.D.E.F.

#### Tiais

Le groupe Afrah le 27 décembre à 20h30 au Foyer A.F.P.R.

#### Les Mureaux

Andréor (illusioniste) le 3 décembre à 14h30 au centre Alfa.

#### Plaisirs

Le groupe portugais Turma le 21 décembre à 17h à la salle des fêtes.

Le même jour à 14h le groupe Hamel.

#### Vercigny

El Amele à 20h30 au foyer Soundatia.

#### Auxerre

El Amele à 15 heures au foyer Soundatia.

## Dérive

### 9ème assemblée générale des adhérents du C.N.L.

Nous affirmons le droit des hommes et des femmes à choisir leurs lieux de vie (pays ou régions) suivant leurs motivations personnelles ou économiques et non suivant les aléas des politiques conjoncturelles des gouvernements.

Nous réaffirmons que leurs différences doivent être reconnues et prises en compte en mettant en place une politique cohérente afin de respecter leurs identités culturelles.

Les C.E.P. réaffirment leur volonté de s'associer aux objectifs et aux luttes des associations et des groupes de défense des travailleurs immigrés.

Les C.E.P. rencontrent quotidiennement des jeunes Français ou immigrés aux prises avec mêmes difficultés de vivre (tracasseries administratives, chômage, avenir...).

Les C.E.P. dénoncent la double sanction (prison, puis expulsion) qui frappe les ressortissants immigrés et exigent la suppression des mesures répressives de tous ordres (chantage à l'expulsion, refus de séjour, prisons administratives, refoulements).

1) Nous dénonçons la campagne menée autour de concept de « seuil de tolérance », concept raciste, dont l'utilisation démagogique poursuit des buts purement électoraux.

2) Le « saupoudrage » proposé par certaines municipalités fait l'impasse sur la solidarité de classe de l'ensemble des travailleurs français et étrangers vivant dans les mêmes cités.

Cette attitude vise à creuser un fossé entre deux fractions (française et immigrée) d'une même classe sociale et provoque des antagonismes dangereux.

C.N.C. : Comité National de Liaison.  
C.E.P. : Club et Equipes de Prévention.

Adresse : B.P. 1, 27240 Damville.

# Annonces Sans Frontière

Yamina, j'ai appris que tu étais rentrée au bled pour enseigner l'anglais à Oran, tu aurais pu me prévenir, en tous cas contacte-moi en écrivant au journal *Sans Frontières*. Rachid.

Boughaza de Maghnia, je ne sais pas si cette année je viendrais en vacances au bled, tu m'excuseras pour la dernière fois d'être resté très peu de temps avec vous, je ne supporte pas la chaleur de Maghnia, écris-moi au journal. Mohammed ton cousin.

Nadia, on s'est rencontrés dans le hall de l'aéroport d'Oran à l'époque du ramadan. Nous avions mangé tes gâteaux et discuté dans l'avion pour Paris. Tu étais avec ta copine Catherine, j'étais avec Rachid, tu nous as dit que tu habitais la banlieue parisienne. Je suis à Paris, écris-moi au journal qui transmettra.

Fatma-Zohra passent le bonjour à la famille d'Algérie. Celle qui habite Sydra (Alger). Je vous souhaite aussi une bonne et heureuse année 1981.

Le pays est grand, mais on s'est rencontré un jour de mars dernier à Tamanrasset. Je recherche un jeune Français de Dunkerque qui a fait plusieurs fois la traversée du Sahara en mobylette, qu'il vendait au Gabon. Si quelqu'un le reconnaît, dites-lui d'écrire à *Sans Frontière*.

Yasmina, je m'inquiète de ne plus avoir de tes nouvelles depuis que tu es retournée étudier à Constantine. Ecris-moi et envoie le témoignage de ton expérience de réinsertion au journal.

Abdemwahab Habchi et Yamina Ben Selem et leur famille informe leurs amis et parents en France et en Algérie de leur mariage, qui s'est déroulé la semaine dernière à Roubaix.

Houria passe le bonjour à toute la famille, à ma sœur, Latifa, à mon beau-frère Omar et à mon petit neveu Madhi. Je vous souhaite une bonne et heureuse année. Vous passerez le bonjour à tous les amis(ies) du quartier de Derb el Kebir de Casablanca. N'oubliez pas de m'écrire.

Tunis : à tous les copains du Club Africain, mes félicitations pour la victoire sur le Stade Tunisien. Un groupe de supporters de Bab Jedid de Paris.

J'ai rencontré un jeune Tunisien au café-bar de l'univers à Tunis, mais j'ai perdu son adresse. Il s'appelle Ali. S'il se reconnaît dans ce message, qu'il m'écrive à Paris. Brigitte — c'est ce qui explique que je n'ai pas donné de nouvelles.

Brahim, merci de ne point avoir donné de tes nouvelles, j'espère que pour toi le retour au bled s'est fait sans mal. Les copains du journal *Sans Frontière* et tes copines de la fac ex-Vincennes (Houria et Fatima et les autres) te passent le grand bonjour et nous te demandons de ne pas nous oublier. Ecris-nous ou bien rends-nous visite.

A toute ma famille à Zazis, le petit Hédi et sa femme vous informent qu'ils ont eu un garçon et que la maman se porte bien. Pour une fois, les cadeaux vont venir du pays. La photo du bébé sera dans le prochain numéro de *Sans Frontière*.

Tous jeunes immigrés rentrés au pays (Algérie, Maroc, Tunisie) pour se réinsérer, envoyez-nous vos témoignages pour qu'on puisse avoir des informations pour ceux ou celles qui désirent rentrer définitivement au pays.

Recherchons famille de coupleur (préf. Sénégal) pour accueillir Eric 13 ans. Nombreuses difficultés personnelles. Travail salarié à effectuer avec équipe spécialisée. Ecrire : A TORRE Le Petit Sénart, 91100 Tigery, ou tél. 975 99 30.

ASSOCIATION 1901 recherche grands locaux (même avec bail commercial) pour activités. Examinons toutes propositions : tél. 307 45 11.

R6 TL A vendre 160 000 km, moteur et embrayage refaits à 100 000 km. Pneus neufs. Prix 2000F. Tél. 307 45 11.

YAMAMA A0112 T à vendre une enceinte Yamama, ampli incorporé 190W-2 entrées prix 2000F. Tél. 307 45 11.

Toutes les associations qui organisent des spectacles dans l'immigration,

envoyez nous vos programmes pour l'agenda (c'est gratuit).

La section « Coopération Internationale » des C.E.M.E.A. organise une série de stages : « Le Maghreb, région d'origine d'une immigration », dans cinq villes de France durant l'année 1981. Ces stages auront lieu à Lille, du 5 au 10 janvier ; à Nice, du 26 janvier au 31 janvier ; à Châteaufort-Malabry, du 18 au 23 mai ; à Lille, du 21 au 26 septembre ; et à Voiron, du 30 octobre au 5 novembre.

Ouverts à tous, ils seront animés par une équipe franco-maghrébine et son reconnu pour la Formation Professionnelle Continue. Ils sont destinés à sensibiliser les stagiaires aux problèmes de l'immigration et aux problèmes économiques et politiques des pays du Maghreb. Pour tous renseignements et inscriptions : C.E.M.E.A., 2bis rue de la Bourrièrre Blanche, 45000 Orléans.

Avis au lecteur, toutes les annonces sont gratuites, mais on ne refuse pas un petit billet de dix francs ou un timbre-poste.

« Mohamed Travolta » plutôt Rhida. Dahane annonce à sa famille et à ses amis(ies) de Tunis qu'il vient de se fiancer avec Melle Houda du 113 de Gennevilliers. Vous verrez sa photo dans le prochain numéro.

Le journal sera vendu dans quelques pays d'origine (Maghreb, Sénégal, Côte d'Ivoire). Les annonces sont appelées à se développer. On pourra y consacrer une page entière à partir du mois de janvier. Nous souhaiterions recevoir des annonces d'ici au pays (nouvelles, recherches, etc.).

Appel à tous nos abonnés qui ne reçoivent pas leur journal de nous écrire et d'autre part pour les changements d'adresse, nous envoyer la nouvelle le plus rapidement possible.

**NOUVELLE**

# RENCONTRE D'ECHOS

**D**ES son enfance-prélude, il s'est fait l'acrocroche-misère. Ses pieds de nomade l'ont conduit à fouler d'autres déserts que ceux auxquels il était habitué. Il ne s'agit plus de dunes de sables, de regs caillouteux à la beauté sauvage et innocente, mais de grandes avenues peuplées de néons et d'immenses solitudes. Plus possible d'espérer la rencontre de la belle oasis. Ici le regard est figé, glacé par le béton et l'asphalte. Son cœur ne retrouve plus ces grands élans généreux qui couvraient toute l'étendue du désir jusqu'à l'horizon, où un coucher de soleil illuminait la plénitude de son âme. De vers là-bas, un mirage s'approchait de lui émergeant de l'éternel et déjà, ses bas grand ouverts de hâter à l'accueillir, bienvenue, « *Marhba* ». Cette intensité d'accueil, il ne la vivra jamais ici. Il est venu ici pour tremper sa misère, en espérant gagner des sous, ou gagner le savoir. Il est venu, ignorant les labyrinthes et il s'efforçait de les ignorer, oubliant les murs, les restrictions, les interdits, et s'en alla à la rencontre des autres pour parler, pour connaître, pour vivre. Combien de fois n'a-t-il pas préparé son couscous pour accueillir et offrir, combien n'avait-il pas entamé un chant pour faire vibrer et sensibiliser l'autre. Tant de tentatives qui ne l'ont conduit qu'au désarroi. Aujourd'hui, même sa nostalgie est devenue irréaliste.

## Vaincre la peur

Pas de renoncements, pas d'apathie, il existe peut-être un espoir, un dialogue : un regard, une complicité.

Il faut aller à la rencontre ; il faut aller à la source, à l'appel d'un regard. Il faut vaincre le mal qui le ronge. Dites, les murs, dites, les silences, existe-t-il bien un alter-ego, une âme sœur ? Je veux encore espérer, je peux, n'est-ce pas ?

L'Archange l'avait conduit à une source perdue au milieu des champs de blé, là où Neïla a été invitée à y puiser. Les eaux limpides de l'insolite rencontre. L'instant ne les a pas prévenu. Il s'agissait de les désaltérer, ces assoiffés de rencontre-vraie

Elle était sortie ce matin pour tremper l'écho des agressions qui l'assagissaient. Elle est sortie pour comprendre le mal qui l'encerclait. Ce lieu déferlement, des mouvements pressés, oppressés, des êtres hagards et des haut-parleurs annonçant l'apocalypse des arrivées et des départs.

Yacine était venu accompagné de la musique de son pays. Sa tête chantait la douleur des migrants. Il venait d'entendre la sentence de la maladie qui minait son corps. Il venait à la recherche de la confidente. Elle : apparemment ne s'attendait à rien, ballottée qu'elle était entre son désir de criser sa solitude et la résignation devant la réa-

lité qui accule la femme arabe au silence. Ils ont vaincu leur peur. Tous les deux, ils sont maintenant assis l'un en face de l'autre et ils débitent tout leur mal. Ils s'écoutent, se scrutent.

« *Neïla parlant d'elle sans aucune retenue* ».

## Un appel pressant

Yacine a tout de suite aimé cette femme qui se dressait devant lui, les yeux noirs, au regard enflammé et des cheveux rebelles. Il était là, à quelques espaces-désir, loin d'elle dans une espèce de recul-jouissance. Il l'écouta puis lui offrit son verbe. « *La la, l'eau de nos sources est-elle aussi limpide que par le passé.* »

— *Sidi, je crois qu'elle se ferait plus claire, le jour des retrouvailles avec ses cavaliers, longtemps absents. La jarre des onomatopées lui est maintenant tendue par deux mains messagères. Yacine, hésitant d'émotion, un instant vie-intense lorgna un regard non moins profond, saisissant la cruche porteuse de fluide-verbe, but au goulôt le suc nectar en laissant déborder de par les coins de ses lèvres quelques sourires-perles. Neïla, à l'intuition féminine aiguë, ne laissa pas échapper ce moment et s'élança généreusement, démêla d'un grand geste harmonieux les vagues de ses cheveux noirs, un flot interminable de petits sentiers. Elle tendit ses mains en écartant ses doigts fins dans un geste de danseuse de « *guedra* » à la manière des Thaïlandaises aux mouvements ensorceleurs, elle les plongea dans ce magma de ténèbres affolant. Un battement de cils, de naissance-lumière-apparition. Ils se fixèrent dans le blanc des yeux pour se remémorer l'un à l'autre, dans un instant où leur âme vibra. Les mains de Neïla, l'affreuse découverte du geste brusque et brisé, cette sensation maladroite et confuse qui dérangerait ce beau mouvement. Prenant les mains de celle-ci et les posant devant lui, par un geste d'adroït danseur de tango, la rassurant. Il avait besoin de ce mouvement naissant, elle aussi d'ailleurs. L'appel pressant des obligations les appela. Et ils se séparèrent en se promettant de se revoir.*

## La tourterelle et le cavalier

Pour lui, la tourterelle des sources s'envola dans un élan pla-

neur et il l'accompagna d'un regard-rameau. Pour elle le cavalier des grands déserts trotta et elle suivit d'un œil lumière.

Premier mouvement, donc : la joie, retrouvée, rassurante. Yacine taquine ses amis, dandine sa démarche, écoute dans sa tête la mélodie de divers poésies-chants, communique sa joie à ses copains travailleurs-étudiants. Il a oublié tout son mal. Rien d'étonnant si, en faisant son chemin allegro. Neïla se demanda « *s'il était vraiment l'élue* ». Mais Yacine a déjà le désir à en mourir de vivre ces sommets. Retrouvailles avec la fille de son peuple, Joie, Regard, Beauté, Poésie, le satisfait pleinement. Aussi longtemps qu'il pense avec les cimes des montagnes de l'Aurès de l'Atlas, des oasis du Sud Tunisien, du Hoggar, de Ksar-Essouk, il se sentait grand. Il a griffonné dans sa pensée amoureuse son nom « *sur le versant Est du souvenir éternel et irrévocable* ». De lui, son ami Mohammedi dira : « *Maintenant, il veut tout, tout de suite, sans renoncer à rien* ».

## Le goujat

Neïla est l'ainée et la plus chahutée de sa grande Famille. Mais elle n'a jamais renoncé à son combat de se faire reconnaître comme telle, dans sa différence. Vivante, blessée et savoureuse. Pudiquement elle attendait non sans violence... L'...E...L...U... En pensant à lui, elle se parlait intérieurement-espoir... « *a-t-il dit que j'étais belle. Non, a dit Neïla. Il a dit c'est moi qui sait. Il est parti sans le dire, le goujat* »

Première partie chez elle d'un staccato intense et précoce. Nous sommes conviés à écouter le musical silence et dialogue qui lie deux êtres déjà accordés.

Accordés ? Une flûte, un luth jouant ensemble ? Encore chacun doit-il accepter de ne pas éteindre l'autre. Un récital de solistes n'est pas un duo.

Mais Yacine n'est pas magicien de lui-même. Elevé en nomade, pendant que ses virtuoses de parents parcourent l'espace de la nécessité, vie de mouvements et de tourments ; où aurait-il appris à ne pas confondre l'amour avec le reflet des autres ? N'importe, c'est l'intermezzo des illusions. Yacine apparaît par tous les regards. Celui de sa mère Khadija séductrice par sa pudeur et sa mémoire tatouée dont, avant de s'exiler, il était passé partager avec elle le thé à la menthe de l'adieu. Cette femme qu'il vénère, avec sa tendresse

paysanne et grommelante.

De son père M'Hamed, retiré des tournées de l'histoire, entre ses lopins de terre à cultiver et ses états de services à assurer et ses enfants à éduquer. Par le regard des bergères, des bergers, des moisonneuses, des moissonneurs, des gens qu'il aime. Le regard de Neïla ? Il ne sait pas encore sa sensibilité et ses limites. La passion naissante de Yacine avait souvent changé d'objet, cette fois, non. Il se jette sur le plus précieux de son désir. Une âme conciliante et complice. Quitter le champ limité de son camp ? Devenir le simple lutteur que son père n'a pu être ? Mais une lutte n'est pas recommandée, elle est voulue. « *Il a découvert que la solitude absolue est un piège* ». Son narcissisme se meurt en pensant à Neïla. D'un élan combattant, débranché dans sa mémoire la retenue envers son père. « *Tu es celui qui m'autorisera à vivre pleinement, Père* ». L'âme sœur venait de s'enfoncer de plus en plus en lui. Pensait-il à la formule surréaliste citée par son père pendant son enfance : « *L'Inégalité est une hiérarchie qui ne serait vivre ?* ». Entre Neïla, son égale en amour et lui, il dresse une véritable égalité avec laquelle il espère mener des jeux adolescents et fantasmagoriques, à jamais auparavant aboutis.

## L'espoir

Neïla en sera-t-elle jalouse ? ou consciente enfin qu'elle fuit hors du monde ancestral, sans le renier pour autant ?

Yacine va-t-il passer les frontières de cette accusation irrémédiable qui le bloque ?

Tous les deux se posent des questions.

Le grand tourment inquisiteur s'installe en eux simultanément.

Neïla s'est dit intérieurement : « *Je ne lui céderai pas* ». « *Le goujat est parti en déposant son alliance au fond de sa jarre de douleurs. Alors Neïla, sa nuit venue, drappée emmitoufflée dans son dialogue de sourds, pour se rassurer, elle grattait le mur en chantonnant dans son lit : libre ? Fin de partition.*

Dans son somme-rêve, oui l'espoir, le jour, la rencontre, la nuit, Neïla est petite musique hors des temps, des douleurs et des cris étouffés. Encore une condamnée à l'écho.

« *Yacine brise-le cet écho, brise-moi pour que je te garde confiance, mon... mon... chéri...* ».

Cris, nostalgie des gens qui ont sacrifié à l'histoire leur irremplaçable aria singulière.

La naissance trouve un élan de développement et d'épanouissement qui se prononcent en eux, en phrases répétées. Des paysages pris dans le même flot musical, échos.

Leur histoire, bloc de cristal sans angles, réfracte la lumière et se décompose dans toutes ses teintes ; un feu d'artifice déclenché spontanément, une vraie fantasia.

Le dit et le décrit sont deux cordes égales du même arc-en-ciel. Tout commentaire qui pouvait arriver à ce moment là de leur existence serait rupture.

Comme chez les solistes, les montées de joie gardent l'angoisse en arrière-son, inoublié et menaçante. Ils vivent, Yacine et Neïla sans avoir la certitude ni le recul, leur commencement tente de s'incuber. Esprits, humains, faites qu'il en soit ainsi !

## Hommage à vous

Elle se propose Yacine le Féérique, son incapacité de bonheur, ses failles, son désir fou de perfection, pris sous la convergence de tous les regards.

Il se souhaite Neïla la mystérieuse, l'au-delà manquant et désiré, une plénitude de dialogues naissant non découverts auparavant. Leur duo, mur mi-toyen de sons, d'hymnes où s'inscrivent, autour d'elle, de lui, des êtres aux vie riches, non cernées... parfois Neïla. Leur élan, quelle leçon de sobriété dense dans ces multitudes de dialogues naissants. Cette transparence neuve pour eux légère et travaillée portant cette quête de l'absolu, serait-ce une renaissance de la simplicité, car elle n'ôte rien à la lutte labeur de la vie autour d'eux, au contraire. Leur désir a un remède, c'est l'intention de la vie extérieure.

Ils n'en sont pas encore conscients.

Qu'ils se le permettent dans leur confession brûlante intériorisée. La relation spontanée du début de leur expérience personnelle, excessive, où l'érotisme-phantasme est en eux enfui, leur servant d'alibi à l'éclatement de l'être accompli qu'ils sont.

Cet enfant-bonheur qu'ils vivent, il faut leur permettre par tous les combats. Pour l'accroissement de la grâce et la noblesse de la vertu de l'âge.

Hommage à vous les parents immigrés de ses enfants amoureux. Leur confrontation à vous ne sont que les frottements du maillon de chaîne naissant pour perpétuer, sensiblement, comme vous auparavant, mais avec une vision différente du Futur de la rencontre. Neïla et Yacine viennent de frémir de leur rencontre en exils.

Un bouquet de menthe et d'épis de blé, ils vous offrent en hommage.

Tenkoul Mohamed

sans frontière